



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-7-16/2023-7-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Dimanche 16 juillet.

L'ONU alloue 750 000 USD pour prévenir et contrôler le risque de propagation du choléra. Ces fonds ont été octroyés à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et au Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), après trois semaines consécutives d'un nombre de cas supérieur à la moyenne dans la zone de santé de Kiambi (Tanganyika). Cette aide financière du Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU fait partie d'un projet appelé « Action anticipatoire contre le choléra », qui implique la communauté humanitaire et le gouvernement de la RDC. L'objectif du projet est de détecter les poussées du choléra et d'y répondre avant qu'elles ne se transforment en épidémies de grande ampleur. Ainsi, l'allocation de 750 000 USD devra-t-elle permettre à ces agences du système de l'ONU et à leurs partenaires locaux de détecter rapidement les cas, d'assurer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les communautés à risque, de fournir des soins médicaux de qualité et de promouvoir des pratiques d'hygiène sûres afin de réduire la propagation de la maladie. Pour le coordonnateur humanitaire en RDC, Bruno Lemarquis, cette allocation permettra d'apporter une aide vitale à plus de 100 000 personnes.

Affaires Ntaganda : plus de 500 victimes sont mortes sans bénéficier de leur réparation, regrette l'ONG ANVC. C'est dans ce cadre que le président de l'ONG Association nationale des victimes du Congo (ANVC) a demandé à la CPI d'écourter le temps de traitement des dossiers des victimes des guerres et des autres exactions commises en RDC. L'ANVC affirme avoir recensé au moins 2.123 victimes dans l'affaire Ntaganda. Cet ancien chef de guerre avait été coupable par la CPI, de 18 chefs de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, commis en Ituri entre 2002 et 2003.

Législatives nationales : 59 dossiers enregistrés à l'Equateur. Le Bureau de réception et traitement des candidatures (BRTC) de l'Equateur a affirmé « à la clôture du 15 juillet, pour l'ensemble de la province de l'Equateur, nous avons eu 142 retraits de formulaires et nous avons enregistré 59 dépôts de dossier ». Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni à l'Equateur a salué la décision de sa hiérarchie de prolonger de 7 jours les opérations de retrait et dépôt des candidatures à la députation nationale et estime que cette rallonge va permettre aux candidats de bien apprêter leurs différents dossiers. **Engouement des candidats observé samedi aux BRTC.** A Lubumbashi, jusqu'à 16h30, l'heure officielle de fermeture du BRTC, les noms continuaient à être enregistrés pour le dépôt des dossiers. Au Nord-Kivu, un engouement sans pareil a été constaté jusqu'au soir au BRTC de Goma. La situation a été la même dans la ville de Beni. A Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), 14 dossiers sur 79 formulaires retirés, ont été monitorés, samedi dernier avant la fermeture du bureau.

Mongala : 4 morts et de nombreux disparus dans un naufrage, à 40 km en aval de la ville de Bumba (Mongala).

Ce hors-bord, avec de nombreux passagers et marchandises, se rendait à la localité de Ndobu. Les premiers éléments d'enquête, font état du mauvais état de l'embarcation et de la surcharge.

Rutshuru : 11 corps retrouvés après les combats M23-Wazalendo à Bwito. Ces civils feraient partie de jeunes réquisitionnés pour transporter les bagages des rebelles depuis les villages de Kojo, Kijugu, groupement de Tongo, ainsi que Kahembe, groupement de Bukombo. Des villages ayant été successivement occupés par les rebelles M23 pendant les trois jours des combats. Les mêmes sources parlent aussi du village Kashovu, du groupement Bukombo qui aurait été incendié complètement pendant les mêmes affrontements.

Ituri : exactions des ADF, le nombre de victimes passe de 12 à 16 à Mambasa. Tous ces cadavres, en majorité des cultivateurs tués par des ADF ont été inhumés par la population appuyée par les miliciens « Wazalendo ». Les rebelles ADF ont érigé leur bastion à Banzi-banzu et profitent de l'absence des Fardc dans plusieurs villages de la chefferie de Babila-Bakwanza pour multiplier les exactions contre la population.

Législatives nationales : le député Kasekwa conditionne sa candidature à la libération de Masisi et Rutshuru. Le député national élu de Goma, fait savoir « je vais déposer ma candidature, lorsque le gouvernement et la Ceni auront répondu à trois conditions. La première c'est la libération de Masisi et de Rutshuru ». Il estime qu'avec la présence de « 47 000 hommes armés au Nord-Kivu », il est possible de libérer Rutshuru et Masisi, s'il y a la volonté du pouvoir en place et de la communauté internationale.

Kinshasa : le réseau citoyen « Pona Congo » appelle les Congolais à s'approprier son contrat social, qu'il a élaboré sur la base des consultations populaires initiées dans toutes les villes et tous les territoires de la RDC. Parmi les principaux problèmes relevés lors de ces consultations, il y a la mauvaise gestion de la République par ses dirigeants, l'absence de politique sociale et la corruption. Face à ce tableau, le réseau citoyen « Pona Congo » appelle les Congolais à plus d'engagement, par l'appropriation de ce contrat social, pour atteindre un Congo plus beau qu'avant dans la paix.

Union africaine : Félix Tshisekedi présente les efforts d'intégration régionale de la SADC. Il s'exprimait devant des chefs d'Etat et présidents des communautés économiques régionales, rassemblés à Nairobi (Kenya) pour la 5e réunion de coordination des comités économiques régionaux de l'Union africaine. Il était question pour chacun de présenter les efforts entrepris en matière d'intégration au sein de chaque bloc sous régional, les contraintes et défis à relever. De l'avis de tous, l'Afrique se doit de réussir la libre circulation de biens et des personnes en vue de son développement, nonobstant les écueils d'ordre sécuritaires et conjoncturels. Ces assises ont réuni notamment les membres du Bureau de la conférence de l'UA, les chefs d'Etat des Comités économiques régionaux (CER) et le président de la commission de l'UA. En marge de cette réunion de Nairobi, Félix Tshisekedi a eu quelques rencontres bilatérales, notamment, avec le président Kenyan William Rutho. Cette rencontre a abordé entre autre l'épineuse question sécuritaire à l'Est de la RDC. Le Kenya est le plus grand contributeur en troupes militaires de la force de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) déployée au Nord-Kivu, en RDC.

Kinshasa : la Synergie des organisations syndicales appelle à la mise en place d'une politique salariale des agents et fonctionnaires de l'Etat. Ces structures syndicales conviennent que la politique salariale doit avoir comme soubassement la production, la réduction du train de vie des institutions politiques, la lutte contre le coulage des recettes et la corruption. « La synergie recommande au gouvernement d'instruire le ministre de la Fonction publique de prendre dans le plus bref délai un arrêté convoquant les assises de la politique salariale en RDC dont les travaux seront sanctionnés par un décret sur la politique salariale. Ces assises auront également le mérite de faire des propositions sur le salaire minimum interprofessionnel garanti et projeter le règlement d'administration sur le barème de référence pour toutes les catégories professionnelles des agents publics de l'Etat ».

Lundi 17 juillet.

Rutshuru : la société civile de Kanyabayonga dénonce les tracasseries des miliciens Wazalendo. Pour leur survie, ces combattants locaux ont érigé des barrières illégales et font payer des taxes exorbitantes aux voyageurs, sous le regard des autorités. Les acteurs de la société civile de Kanyabayonga, considèrent ces combattants comme des supplétifs des Fardc. C'est ainsi qu'ils plaident pour une bonne prise en charge de ces combattants par le gouvernement, pour éviter tout mouvement de soulèvement de la population déjà exaspérée par ces combattants.

Arrestations arbitraires à Kinshasa : des ONG appellent la CNDH à saisir le gouvernement. Les responsables des ONG de défense des droits de l'homme ont lancé cet appel dans un mémorandum remis au président de la Commission nationale des droits de l'homme. Leurs échanges avec le président de la CNDH interviennent deux jours après le meurtre du député de l'opposition Chérubin Okende, retrouvé mort à Kinshasa.

Beni : l'insalubrité refait surface, deux mois après l'arrêt des travaux du FSRDC. Depuis que le Fonds social de la RDC (FSRDC), a cessé de faire des travaux, des immondices et déchets jonchent les rues et avenues de Beni où des caniveaux sont bouchés. La majorité de la population de Beni plaide pour la reprise des travaux d'assainissement du Fonds social de la République.

Nord-Kivu : le centre de santé de référence de Buleusa fonctionne sans médecin depuis plus de 4 mois. Cet établissement dessert plus de 50 000 ménages du groupement Ikobo et une partie du groupement de Kisimba. « Nous alertons notre zone de santé de Pinga pour nous envoyer un autre médecin afin de limiter les dégâts ».

Kinshasa accueille un colloque sur le renforcement de capacités en médecine légale, du 17 au 19 juillet. Cette rencontre entend mettre en place une stratégie nationale pour le développement de la médecine légale. « Le Conseil des droits de l'homme a envoyé l'équipe d'assistance technique d'accompagner le gouvernement de la RDC à travers trois volets. Le 1^{er} l'appui technique y compris la mise à disposition de l'expertise médico-légale, le 2^{ème} c'est le renforcement des capacités et le 3^{ème} c'est l'accompagnement de justice transitionnelle en cours ».

Législatives nationales en Ituri: l'Union sacrée salue la prolongation, LAMUKA exige l'audit du fichier électoral. « Comme nous avons obtenu sept jours supplémentaires, nous allons nous mettre au travail pour finaliser les listes à travers les différentes circonscriptions ». De son côté, la plate-forme Lamuka estime que la Ceni devra profiter de ce temps pour auditer le fichier électoral en vue de promouvoir l'inclusivité du processus électoral en cours. Elle conditionne le dépôt des dossiers de leurs candidats à ces élections par un audit du fichier électoral. **Législatives nationales au Maniema : la CENI appelle les candidats à déposer leurs candidatures à temps.** Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni au Maniema, s'étonne qu'après la prorogation, le BRTC ne connaît plus d'engouement sauf quelques cas isolés qui passent alors que le samedi dernier c'était la bousculade.

Développement de 145 territoires : le gouverneur Kabeya attendu à Tshilenge après de vives tensions, qui ont conduit la population à détruire le bâtiment administratif en construction. La société civile de cette cité s'insurgent contre l'utilisation de briques cuites jugées non solides pour la construction de cette infrastructure publique. Bien avant cette destruction, les responsables des ONG avaient demandé aux ingénieurs de l'entreprise TRABAGEC d'exhiber le cahier des charges pour la construction de ce bâtiment. En attendant ce cahier des charges, ils ont été surpris par la lettre de la direction nationale du Bureau Central de coordination (BCECO), autorisant TRABAGEC de construire avec des briques cuites à cause de la hausse de prix de sac de ciment en cette période. Le prix de ciment étant réduit à la baisse, la population estime que, ces travaux de grande envergure devraient être effectués avec des matériaux durables.

Sud-Kivu : début de l'opération de contrôle des effectifs des Fardc. « Ça fait presque 26 ans après l'avènement de l'AFDL que l'effectif réel de notre armée n'est pas connu. Et pour réorganiser une armée, on doit connaître son effectif parce qu'en connaissant l'effectif de l'armée on sait planifier les opérations militaires et la politique sait comment voter le budget de l'armée ». Le contrôle au sein de l'armée a été décidé par le Président Tshisekedi, commandant suprême des Fardc et de la police nationale. Cette opération avait été lancée en mars dernier à Kinshasa avant le Grand Bandundu, le Grand Equateur et le Kongo-Central.

Tshopo : plaidoyer pour l'octroi de crédit budgétaire à la foresterie communautaire. Les participants à la 8^{ème} table ronde sur la foresterie communautaire ont estimé que cela va booster le processus de la foresterie communautaire dans cette province. Ces conférenciers ont aussi recommandé à l'administration centrale d'intensifier les affectations des points focaux de la foresterie communautaire et d'organiser des sessions de renforcement des capacités des acteurs à la Tshopo. La mise en œuvre de toutes ces activités nécessite des moyens conséquents. La 8e édition de la table ronde provinciale sur la foresterie communautaire a bénéficié de l'appui des ambassades des Pays-Bas, de la Norvège, de Tropenbos RDC, du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) et de l'Organisation congolaise des écologistes et amis de la nature (OCEAN).

Beni : la coalition UPDF-FARDC pilonne les positions des ADF à Mughalika. Selon le porte-parole de ces deux armées, l'objectif est de libérer les otages civils, notamment des femmes et des enfants. Il a invité, à cet effet, la population à ne pas fréquenter la zone concernée par ces opérations, pendant cette période.

Mgr Willy Ngumbi appelle les jeunes du Nord-Kivu à cultiver la paix. L'évêque du diocèse de Goma, a invité, dimanche 16 juillet, les jeunes à être des messagers de paix. Pour lui, si chaque jeune s'engageait à être un ambassadeur de l'amour et du pardon, alors la crise actuelle pourrait se terminer. Des milliers de jeunes venus des territoires de Masisi, Walikale, Rutshuru, Nyiragongo et de la ville de Goma ont pris part à ces journées diocésaines de la jeunesse axées sur la cohabitation pacifique. Nombreux ont promis de travailler pour la paix au Nord-Kivu.

Tshopo : les agents de la DINACOPE réclament leur salaire de juin dernier à Opienge. Les agents de Direction nationale de contrôle et paie des enseignants d'Opienge, territoire de Bafwasende (Tshopo) accusent Caritas/Wamba (Haut-Uélé) qui les paient d'être à la base de ce retard. Ils proposent que leur paie passe désormais par Caritas/Kisangani. Pour l'abbé Vincent Wodi, si cela est accordé un jour, il sera personnellement soulagé.

La famille de Chérubin Okende porte plainte contre inconnus pour arrestation arbitraire et assassinat. « La famille, après concertation, a décidé de saisir officiellement la justice congolaise pour que lumière soit faite sur l'assassinat crapuleux de l'honorable Chérubin Okende. La famille a subi un préjudice inimaginable, d'où cette plainte pour une procédure parallèle malgré l'enquête menée au niveau du parquet. Cette plainte va nous permettre aussi de suivre le dossier », a déclaré leur avocat. Il recommande aux responsables politiques de suspendre, le temps de l'enquête, les responsables de la sécurité pour qu'ils ne brouillent pas les pistes.

Ouverture du colloque sur la médecine légale pour lutter contre l'impunité et soutenir le processus de la justice transitionnelle en RDC. Ce colloque qui se clôture le 19 juillet a pour thème « enjeux et défis de la Médecine légale en RDC ». Ce forum vise également à mettre en place une stratégie nationale pour le développement et le renforcement de capacités nationales en médecine légale. Le colloque permettra aussi d'identifier les différents mécanismes et opportunités de développement des domaines de compétence et des structures en matière de Médecine légale en RDC. Nonante-huit personnes dont trente-cinq femmes y prennent part. Une feuille de route déclinant les actions concrètes à réaliser pour le développement et le renforcement des capacités nationales dans la discipline de la médecine légale, sera adoptée à l'issue des travaux.

Kinshasa : le nouveau chef de la Police promet de baisser le taux de criminalité. Le ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières, a instruit le nouveau commandant de la Police Ville de Kinshasa « de procéder à la remise avec son prédécesseur dès mardi 18 juillet, pour vite se mettre au travail, étant donné l'urgence sécuritaire dans la ville de Kinshasa ». Le commissaire divisionnaire Blaise Kilimbalimba promet de relever le défi. Il fera l'évaluation après trois mois de mise en place de son plan d'action.

Mardi 18 juillet.

Jeux de la Francophonie : les premières délégations s'entraînent déjà au Stade des Martyrs. Il s'agit notamment du Togo, Niger, Burkina-Faso, République du Congo, Bénin et Tchad. Les athlètes étaient le lundi 17 juillet au Stade des martyrs pour une première séance d'entraînement. Il y a néanmoins un bémol. Les conditions d'hébergement ne sont pas bonnes selon le coach Burkinabé : « Quand on est arrivé, l'accueil était chaleureux et propre. On a apprécié mais quand on est arrivé sur le site d'hébergement, il n'y a pas d'eau pour se doucher. C'est très frustrant. Même pour se soulager c'est difficile ». Entre temps, les artistes poursuivent la préparation de la cérémonie d'ouverture. Les IXème Jeux de la Francophonie se tiendront à Kinshasa du 28 juillet au 6 août 2023.

Instabilité du taux de change : plus aucun paiement du trésor ne sera effectué au guichet de la Banque centrale (Gouvernement). Cette décision a été prise pour faire face à la fluctuation du taux de change du franc congolais par rapport au dollar américain. Depuis plusieurs semaines, le marché de change est en surchauffe. Le franc congolais se déprécie face au dollar américain. Jusqu'à lundi 18 juillet, la monnaie congolaise se changeait à 2500 FC contre 1 USD. Les analystes expliquent cette disparité du taux de change par la loi de l'offre et de la demande. Ils rappellent que la RDC a opté pour le libre marché de change. Cela signifie que le marché se régule en fonction de la devise dans les transactions. Ainsi, les commerçants qui vendent essentiellement en franc congolais ont constamment besoin des devises pour renouveler leurs stocks à l'étranger et dans la configuration actuelle, c'est le dollar américain qui se fait rare pour satisfaire leurs besoins.

Assassinat de Chérubin Okende : recueillement au siège d'Ensemble pour la République. « Au niveau du parti nous organisons un recueillement pour que, ceux qui sont intéressés pour rendre les derniers hommages à notre frère, s'ils ne peuvent pas passer voir la famille, ils peuvent au moins passer au niveau du parti où il y a un

livre des condoléances qui est là pour tout le monde. On est là jusqu'au jour de l'enterrement ». Les portes du parti sont ouvertes du matin au soir affirment les cadres trouvés sur place.

Nord-Kivu : découverte du corps d'une autre victime des massacres de Bukombo-centre. A en croire un notable de la région, ce corps est celui d'une des victimes des tueries qui ont eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche 16 juillet dans cette région. Entre temps, deux autres femmes enlevées avec celle-ci par des assaillants ne sont toujours pas retrouvées. Difficile pour l'instant de donner avec exactitude les informations sur ce qui s'est réellement passé dans ce village. Difficile également de dire qui contrôle cette contrée où il y a eu ces massacres. D'après l'état-major des Fardc, ce énième massacre intervient après celui de sept femmes et d'enfants, tués du 4 au 5 juillet à Bugushu, dans le groupement de Tongo, dans la chefferie de Bwito, toujours à Rutshuru.

Lancement du projet « Eazzy Energy Access » pour pallier le déficit d'accès à l'énergie électrique. En RDC, qui compte plus de 80 millions d'habitants, seuls 10% ont accès à l'énergie. Pour tenter de pallier ce déficit, la banque Equity BCDC en partenariat avec Schneider Electric, Dev Solaire et So gaz ont lancé, un vaste projet dénommé « Eazzy Energie Access ». Ce projet consiste à permettre à cette population de disposer des Kits solaires pouvant résoudre tant soit peu le manque d'énergie. Il s'agira de distribuer un million de kits solaires à travers toute la République. Ce premier lot est un projet pilote qui devrait s'agrandir dans le temps, explique le directeur général de Equity BCDC « nous, en tant que banque, nous venons accompagner financièrement le projet, parce que nous mettons à disposition des crédits qui seront adaptés à toute la population congolaise avec cette possibilité-là ». Le kit solaire comprend un dispositif d'éclairage avec quatre ou cinq lampes, avec possibilité de charger le téléphone. Aussi d'un dispositif pour faire la cuisson avec du gaz, accompagné de trois bouteilles de gaz de réserve.

Législative nationale : la prorogation par la CENI du délai de dépôt des candidatures entame l'intégrité du processus électoral (société civile). Pour cette organisation, une requalification du processus électoral et la mise en place d'un mécanisme de certification des résultats sont les voies obligées pour des bonnes élections.

Nord-Kivu : les déplacés internes de la ville de Beni dénoncent leurs mauvaises conditions de vie, depuis bientôt 7 mois. « Nous avons beaucoup des problèmes visibles qui nous menacent. Notamment le problème de mal nutrition qui s'observe chez les enfants et personnes du troisième âge déplacés. Nos enfants n'ont pas accès à l'éducation malgré la gratuité. Ainsi, nous demandons au gouvernement de mettre fin à la guerre pour que nous puissions regagner nos milieux d'origine ». Ces déplacés demandent également au ministère des Affaires humanitaires et solidarité nationale de prendre la situation humanitaire des déplacés internes de la ville de Beni en considération et de mettre en place un mécanisme d'assistance en vivres et biens non alimentaires et cela d'une manière régulière. Ils demandent au ministère d'élargir les sites d'accueil et de payer des loyers aux déplacés.

Kinshasa : les vendeurs du marché de la Liberté s'insurgent contre l'éviction de Kabeya Pindi Pasi au poste de gestionnaire. « Nous, vendeurs du marché de la Liberté et membres de l'Association grand Kwango, exprimons notre indignation face à l'éviction forcée de Kabeya Pindi Pasi à la tête du marché de la Liberté. Témoins des manœuvres dilatoires et de l'ingérence du député provincial Junior Nembalemba qui réclamait à cor et à cri la tête de Kabeya Pindi Pasi, nous sommes convaincus que la décision du gouverneur, vient assouvir les appétits gloutons de ce député qui veut prendre en otage tout un patrimoine de l'État au détriment des aspirations de la population ».

Beni : les objectifs de la campagne de soutien aux enfants déplacés en âge scolaire atteints à 30%, de ses objectifs, deux semaines après son lancement. D'après les organisateurs de cette campagne du service des affaires humanitaires et solidarité nationale de la ville de Beni, la campagne vise à assister environ 2 500 enfants en fournitures scolaires, mais aussi leur réinsertion scolaire à travers le paiement de 40% de leurs frais scolaires. La cheffe des affaires humanitaires et solidarité nationale de la ville de Beni, invite la communauté à soutenir cette campagne pour atteindre l'objectif de 100%.

Lomami : reprise des travaux de lutte antiérosive sur la route Mwene-Ditu. Ils visent à venir à bout de deux têtes de ravins qui tentent de couper en deux la voie ferrée qui mène vers la gare ferroviaire. Le ravin Kapmu progresse jusqu'à moins de 150 mètres de la gare de Mwene Ditu, et risque de détruire les infrastructures ferroviaires. Tandis que le ravin Saint Martin tente quant à lui, de couper en deux le chemin de fer qui mène vers la gare. C'est depuis quelques mois que les travaux amorcés sur ces deux têtes de ravin ont été suspendus par manque de moyens. Le président du Conseil d'administration de l'OVD, signale que le Fond national d'entretien

routier (FONER) a déjà autorisé le décaissement de 70 % des fonds restants pour que les travaux arrivent à terme.

Bumba : le bilan du naufrage de la pirogue motorisée passe de 4 à 7 morts. Il s'agit uniquement des corps qui ont été repêchés depuis l'accident survenu le 15 juillet. Mais, plusieurs autres personnes dont le nombre n'est pas connu sont toujours portées disparues. L'armateur et le conducteur de cette embarcation sont introuvables.

Goma : près de 500 écoliers déplacés suivent des cours préparatoires au site de Kahembe. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet d'urgence pour l'éducation des enfants déplacés, exécuté par l'ONG Ana Mikeli avec l'appui de l'USAID. Au site de Kahembe, des enfants déplacés, garçons et filles, sont encadrés par un enseignant d'école primaire. Ils apprennent le français, la lecture, l'écriture et les mathématiques. Bien que satisfaits de cette initiative, ces enfants qui viennent de différents coins des territoires de Rutshuru et de Nyiragongo ont fui la guerre, éprouvent d'énormes difficultés. Ils apprennent dans des conditions précaires.

Beni : 14 civils libérés du joug des ADF. La coalition FARDC-UDPF annonce la libération, la nuit de dimanche à lundi 17 juillet, de 14 civils en majorité des femmes et des enfants, de mains des ADF dans la vallée de Mughalika, au territoire de Beni (Nord-Kivu). Cette libération est intervenue à la suite de la pression militaire exercée sur les rebelles des ADF. Le porte-parole militaire appelle la population à ne pas fréquenter la zone de Mughalika, en raison des opérations militaires toujours en cours dans la région.

Bukavu : le Gouvernement offre des véhicules à 14 professeurs ordinaires et émérites. Ces véhicules leur ont été remis par le biais du ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU). Le ministre de l'ESU, a précisé qu'il s'agit d'une dotation gratuite et non d'un crédit. Cette dotation est intervenue dans le cadre de l'effectivité de l'amélioration des conditions de vie des professeurs d'Université.

Meurtre de Chérubin Okende : l'enquête suit son cours, affirme Patrick Muyaya. Pour le ministre de la Communication et Médias « le principe d'une enquête pluridisciplinaire ouverte aux experts étrangers étant déjà levée, il faut laisser les services habilités faire leur travail ». De fait, la justice travaille pour faire toute la lumière. Entre temps, Moïse Katumbi, le président de Ensemble pour la République, parti politique dont Chérubin Okende était le porte-parole, s'est rendu à l'ambassade du Royaume Uni en RDC. Il y a échangé avec les ambassadeurs des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni en RDC, pour solliciter leur participation aux enquêtes.

Denis Kadima aux candidats députés : « Nous n'irons pas au-delà du 23 juillet 2023 et il n'y aura pas de système de jetons ». Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), a affirmé, le 18 juillet, qu'il n'y aura pas une nouvelle prorogation de l'opération de dépôt des candidatures pour l'élection des députés nationaux. « Le constat établi est le faible engouement de la part des aspirants à l'élection des députés nationaux, alors que la Ceni leur a accordé toutes les facilités. Notamment dans le prolongement d'une semaine de la date limite, fixée auparavant au 15 juillet 2023. "Le personnel de la Ceni est en place et bien organisé et nous attendons que les candidats viennent présenter leurs dossiers », a regretté le président de la Ceni.

Mercredi 19 juillet.

Kasaï-Oriental : le président de l'assemblée provinciale, Kalala Kabongo Malebongo déchu. Neuf griefs sont portés à charge de Kalala Kabongo Malebongo. C'est notamment l'incompétence à conduire correctement le débat, le détournement des fonds alloués aux députés, au personnel et au fonctionnement de cet organe délibérant et la violation de son règlement intérieur. Sur les dix-sept députés provinciaux présents à la session plénière de ce mardi, seize ont voté pour la déchéance du président de l'assemblée provinciale, Kalala Kabongo Malebongo.

PDL-145T: lancement des champs semenciers de riz à Bumba, le 17 juillet à Yaligimba, à 51 km de Bumba, dans la province de la Mongala, par les Plantations huileries du Congo (PHC). Près de 75 tonnes de semences améliorées sont attendues de la récolte de ces champs. Elles seront distribuées aux paysans dans le cadre du Programme de développement local des 145 territoires, initié par le Gouvernement. Le projet vise la promotion des filières agricoles de manioc, du riz, du maïs, du soja, de la banane plantain, de haricot et d'huile de palme, en vue de faire de l'agriculture un véritable business et non une simple association ou activité ponctuelle, précisent les mêmes sources. Ainsi, le territoire de Bumba va reprendre sa place de choix dans la production de cette denrée alimentaire de première nécessité. Il a engagé 145 personnes membres de la communauté locale.

Sud-Kivu : un pont temporaire jeté sur la rivière Luzira à Kalehe. La représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies en RDC, Bintou Keita a remis le 18 juillet à Kalehe (Sud-Kivu), aux autorités congolaises, ce pont, construit par la Monusco. Ce pont a une importance capitale car il va faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux sinistrés de la catastrophe du 5 mai, qui a provoqué la disparition d'environ 5 000 personnes à Bushushu et Nyamukubi. Il permet de relier la ville de Bukavu au Sud-Kivu à celle de Goma au Nord-Kivu, même si la route n'est pas praticable après Nyamukubi.

IXe jeux de la Francophonie : le problème d'eau réglé depuis mardi 18 juillet au site de l'Unikin, hébergeant les athlètes venus pour les jeux de la Francophonie. Pendant ce temps, les athlètes qui sont déjà sur place poursuivent la préparation. Ils s'entraînent, sur les différents terrains de l'Université de Kinshasa. Ces IXe jeux de la Francophonie vont être lancés le 28 juillet pour se clôturer le 6 août. **Au moins 200 athlètes séjournent déjà à Kinshasa.** Le Directeur national des IXe Jeux de la Francophonie a déclaré « nous avons déjà reçu 200 athlètes. Nous allons atteindre jusqu'à 300 athlètes d'ici mercredi et leurs accompagnateurs. Ils sont logés au site de l'Unikin où tout est fin prêt ». Le ministre des Sports et Loisirs, a assuré que les préparatifs des athlètes congolais se déroulent bien. Trois sites ont été retenus par le gouvernement congolais pour accueillir ces jeux à savoir : les stades des Martyrs et Tata Raphael et l'Université de Kinshasa.

Sud-Kivu : 200 maisons en bois en cours de construction pour les sinistrés de Kalehe. Déjà, une cinquantaine de maisons en planches sont en chantier sur ce site. La Fondation Denise Nyakeru est le maître d'ouvrage de ce projet. Cette dernière met les bouchées doubles pour qu'avant la prochaine saison pluvieuse, deux-cents maisons à ossature en bois soient achevées, rapportent des sources de cette fondation. Etablie sur un terrain de 5 mètres sur 6, chaque maison comprend deux chambres, un salon, une douche et un balcon. La Fondation livrera une maison par ménage mais avec une toilette commune pour deux ménages.

Mai-Ndombe : le PROVED met en garde les chefs d'établissements contre le monnayage des inscriptions. Pour le directeur de la province éducationnelle (PROVED) Mai-Ndombe 3, l'inscription des élèves est gratuite dans les écoles publiques. « Pour le calendrier scolaire 2023-2024, gare aux chefs d'établissements qui se mettent à demander quoi que ce soit pour l'inscription des élèves, ou qui pour confirmer de places aux élèves ou pour dire aux enfants que vous avez réussi, ils demandent l'argent. C'est de l'antivaleur ». Il ajoute que le dossier de l'élève est obligatoire pour être inscrit. « S'il n'a pas de dossier ça veut dire qu'il veut tricher quelque part ».

Lomami : un feu de brousse consume plusieurs maisons dans la localité Kidima. Plus de trente bâtiments dont une église et une école publique ont été incendiés, le 18 juillet, par un feu de brousse d'origine inconnu dans la localité Kidima. Les sources sur place affirment que ce feu a aussi consommé de grandes quantités des semences de riz, d'haricots et de maïs conservés pour la prochaine saison culturale.

Beni : UNMAS détruit une bombe d'avion à Kididiwe. Cette bombe avait été lancée par les Fardc, il y a deux ans, lors des offensives contre les rebelles ADF. Mais elle n'avait pas explosé au moment de son largage. Depuis lors, elle constituait un danger pour la population qui n'arrivait plus à accéder aux champs situés aux alentours de l'endroit où se trouvait cette bombe. Sur place à Kididiwe, les responsables de l'unité des forces armées déployées dans cette région avec l'appui de la lutte anti-mines de la Monusco (UNMAS) poursuivent la sensibilisation des cultivateurs à la présence d'engins explosifs de guerre.

Général-major Jean-Pierre Kasongo encourage la formation obligatoire des jeunes diplômés au Service national comme en Tanzanie. Le commandant du Service National, a fait savoir que la base du nationalisme, du civisme et du patriotisme, c'est le passage au Service national. Il affirme s'inspirer du modèle de la Tanzanie qui organise la formation des jeunes finalistes après leurs études secondaires avant d'aller en université. Il a expliqué que le Service national a pour mission d'encadrer les jeunes et leur inculquer de bonnes valeurs d'un bon citoyen.

Traque contre les ADF : la société civile appelle au soutien à une milice locale à Mambasa. La société civile indique que cette mesure entend appuyer les efforts de l'armée dans la traque contre ces rebelles dans des zones dégarnies des Fardc. Une démarche désapprouvée par les autorités militaires provinciales en Ituri, qui a précisé que la sécurité reste un domaine exclusif des Fardc. « Ils doivent se soumettre aux instructions officielles c'est-à-dire, ils déposent leurs armes, ils créent un climat de paix et de sérénité et qu'ils cessent de d'attaquer la population ou de tuer les civils », a poursuivi le porte-parole militaire en Ituri.

Kabinda : début du traitement des dossiers des agents et cadres retraités de la Fonction publique. Le chef de la délégation du ministère de la Fonction publique a affirmé avoir fait ce déplacement en vue de remettre les

notifications aux cadres et agents de la fonction publique de la deuxième vague. Il a également indiqué « nous sommes venus nous assurer aussi que ceux qui ont déjà été notifiés et qui ont touché les indemnités ne prestent plus, ils ne sont plus en fonction. Puis résoudre tous les cas restés en suspens. Les cas des ayants droits. L'agent est décédé alors que les actes étaient déjà signés, voir comment il faut servir sa famille ». Il a par ailleurs exprimé la volonté du ministre de la Fonction publique de donner un repos honorable à ces agents et cadres ayant servi l'Etat.

Isangi : deux communautés locales bénéficient de 11 396 ha de concession forestière. Il s'agit des communautés Yainyongo et Yainyongo Romée. Si la première communauté a reçu 3 402 hectares, la seconde en a eu 7 934 autres. Ces arrêtés interviennent au lendemain de la 8^{ème} édition de la table ronde provinciale sur la foresterie communautaire tenue à Kisangani du 11 au 14 juillet courant. Ces concessions forestières visent l'amélioration du cadre économique et des conditions de vie des populations locales. La gouverneure de la Tshopo a attribué ces deux titres grâce à l'accompagnement, depuis 2019, du Centre de recherche forestière internationale et Centre international de recherche en agroforesterie (CIFOR-ICRAF).

Meurtre de Chérubin Okende : un acte prémédité, soutient le Cardinal Ambongo. Une messe d'action de grâce en mémoire du député national Chérubin Okende Senga, a été dite ce 19 juillet en la cathédrale Notre Dame Congo à Kinshasa, par Fridolin Ambongo, Archevêque métropolitain de Kinshasa. Dans son homélie, il a laissé entendre que les assassinats et les meurtres ne seront jamais un moyen pour la construction d'un pays « dans notre pays, on tue à cause de l'intolérance. Ces meurtres qu'on enregistre dans notre pays ne sont pas des actes spontanés, ils ont été réfléchis, planifiés et exécutés ». C'est sous les acclamations des fidèles et des autres participants à cette eucharistie, que le Cardinal Fridolin Ambongo a tiré deux leçons du meurtre de Chérubin Okende. Selon le Cardinal, aucune communauté ne peut se construire sur le meurtre ni l'assassinat ; et lorsque les droits de l'homme sont bafoués dans un Etat, celui-ci va à sa ruine.

Jeudi 20 juillet.

Nomination de 5 nouveaux ambassadeurs. Le chef de l'Etat Félix Tshisekedi a nommé, mercredi 19 juillet, Zénon Mukongo, ambassadeur de la RDC près des Nations-Unies à New York, Marius Cibangu (en Argentine), Charles-Christophe Muzungu (au Sénégal), Jocelyne Kabengele (en Guinée Equatoriale). Alors que Pacifique Lwabeya est nommé consul général de la RDC à Anvers (en Belgique).

CEEAC : Félix Tshisekedi boucle sa mission de facilitation à N'djamena. En octobre 2022, le Président Tshisekedi avait été désigné, par ses pairs de la CEEAC, facilitateur du processus de transition au Tchad. Lors de cette mission débutée le 17 juillet, le chef de l'Etat congolais, a échangé tour à tour avec des représentants des partis politiques, de la société civile, des confessions religieuses et des partenaires du Tchad. Didier Mazenga, envoyé spécial du facilitateur, rassure sur les objectifs de la facilitation du Président Tshisekedi: « Il va travailler pour fédérer tous les Tchadiens afin qu'ils rejoignent le processus de transition et s'en approprient ». Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement tchadien a estimé, de son côté qu'il n'y a plus aucun doute sur la qualité du facilitateur désigné par la CEEAC.

Kinshasa : le nouvel Inspecteur général de la police met en garde les ennemis de la réforme de police. Il Le a prévenu « nous ne ménagerons aucun effort pour faire respecter singulièrement aux policiers toutes les lois du pays, principalement celles qui régissent la police nationale et celles relatives aux droits de l'homme et aux violences faites au genre, y compris ceux-là qui utilisent les biens de la police pour des fins personnelles ». Selon lui, ces tâches ne seront possibles que grâce à l'accompagnement du gouvernement, du vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur ainsi que des partenaires. Le vice-Premier ministre de l'Intérieur, a recommandé la formation efficiente des inspecteurs chargés d'audit ainsi que le contrôle de tous les autres agents de la police.

Beni : près de 20 décès enregistrés depuis janvier à la prison Kangbaya, dont 5 en l'espace de 14 jours. Certains détenus décèdent dans la prison et d'autres après leur transfèrement à l'hôpital général de Beni pour des soins. Les mauvaises conditions carcérales, sanitaires et hygiéniques au sein de la prison sont à la base de cette situation. Le manque de nourriture, d'eau potable et de certains médicaments ainsi que le surpeuplement de la prison sont à la base de cette situation. Certains détenus souffrent de malnutrition sévère et de la tuberculose. Construite pour une capacité de 250 personnes, la prison de Beni héberge actuellement plus de 1 200 détenus.

Rutshuru : meurtre d'un activiste des droits de l'homme à Bukombo. L'information ce meurtre a été livrée par l'ONG de défense des droits de l'homme « Alerte congolaise pour l'environnement et les droits de l'homme ». « Nous sommes fort consterné par l'assassinat de Obedi Karafulu, un défenseur des droits fonciers qui défendait les intérêts de 36 000 anciens ouvriers de la concession SICIA du bloc CENKI. Il a œuvré pour cette

communauté depuis 2004. Il a signé le compromis qui était facilité par ONU-Habitat et le gouvernement provincial avec les grands concessionnaires, il était la pièce maîtresse par rapport à cela... ». La région de Bukombo est située dans la chefferie de Bwito où sont présents des rebelles du M23.

Kinshasa : tenue d'un forum sur la nouvelle économie du climat, le secteur privé congolais et le marché carbone. Ces travaux se tiennent sur le thème « Accompagner le secteur privé congolais à tirer pleinement profit du marché carbone dans un climat d'affaires de haute intégrité ». Le Premier ministre, qui a ouvert ces travaux, a souligné la nécessité d'ouvrir de nouvelles perspectives afin de renforcer la dynamique du développement économique et social de la RDC. "La solution que la RDC apporte à la menace climatique mondiale doit d'abord être localement bénéfique avant qu'elle ne soit envisagée à l'échelle planétaire. Notre action en faveur du climat se doit ainsi de répondre aux défis internes et externes sur le développement économique durable, car la solidarité entre les nations doit tenir compte du principe de responsabilité envers nos populations respectives et des exigences du développement communautaire ». Pour sa part, la conseillère principale du Président de la République en matières environnementales, Stéphanie Mbombo, a souligné la nécessité d'accompagner le secteur privé congolais afin qu'il tire réellement profit du marché carbone. Ce forum regroupe quelques membres du Gouvernement, des opérateurs économiques des secteurs privés congolais et étranger du marché de carbone.

Bunia : environ 500 jeunes formés sur les enjeux et défis de l'entrepreneuriat. Cette formation a été organisée par « Kivu entrepreneurs » et le programme gouvernemental « Transforme » avec l'appui du gouvernement provincial. Son objectif : inculquer à ces jeunes l'esprit entrepreneurial dans le secteur de la transformation agricole ainsi que des industries légères pour leur permettre d'avoir plus de chance de bénéficier des subventions du Gouvernement. Les échanges entre les jeunes et les experts de « Kivu entrepreneurs » ont tourné autour des opportunités de financement de leurs activités. Tout en reconnaissant le défi sécuritaire qui constitue un frein à leur épanouissement, ces jeunes entrepreneurs ont salué cette démarche pédagogique des autorités qui va leur permettre de préparer leur dossier afin de bénéficier de ces programmes de subventions du Gouvernement.

Kwilu : plus de 60 miliciens Mobondo condamnés à 20 ans de servitude pénale. Parmi ces 79 prévenus présentés comme les assaillants de la milice Mobondo qui ont comparu devant le tribunal militaire de Kikwit, 64 sont reconnus coupables, dont 63 ont écopé de 20 ans de servitude pénale et un a été condamné à la peine capitale pour assassinat. 15 prévenus ont été acquittés par le tribunal militaire faute de preuve. Tous ces miliciens Mobondo ont été arrêtés au territoire de Kenge. Ces assaillants sont auteurs de plusieurs hostilités dans cette partie du pays notamment les tueries, les incendies et le vol des biens des villageois.

Enquête sur le meurtre de Chérubin Okende : la balle tirée du corps du défunt provient de l'arme trouvée à côté de lui (Procureur). Selon le Procureur général près la Cour de cassation, les téléphones du défunt, ceux de son chauffeur et de son garde du corps ont été saisis par les enquêteurs et les interrogatoires se poursuivent. Quant à l'autopsie, elle sera effectuée pour compléter l'enquête à l'arrivée des experts internationaux attendus.

Guerre au Soudan : retour de 22 Congolais à Kinshasa, où ils étaient coincés depuis le déclenchement de la guerre en avril dernier. Ces Congolais, pour la plupart des étudiants, sont arrivés après un bref séjour en Egypte. Dix Congolais ont été tués lors des bombardements effectués le 4 juin sur le campus de l'Université internationale d'Afrique située à Khartoum.

Différend entre CMOC et GECAMINES : le groupe chinois accepte de verser près de 2 milliards USD à la minière congolaise. En détail, la société minière chinoise versera à la GECAMINES 800 millions USD, sous forme d'indemnités de règlement. Et, jusqu'à 1,2 milliard de dollars supplémentaires comme dividendes accumulés d'ici 2028, selon le communiqué de CMOC. Cette enveloppe compensatoire de presque 2 milliards USD vient mettre fin à la crise qui remonte à 2022 entre les deux actionnaires de Tenke Fungurume mining. Après 6 ans d'exploitation, le partenaire chinois avait été accusé d'avoir sous-évalué les réserves minérales de la mine de Tenkefungurume pour payer moins des redevances à la GECAMINES. Ce manque à gagner que réclame la minière étatique congolaise est estimé à 7,6 milliards USD. Cette réclamation avait conduit à un bras de fer entre les deux parties. En conséquence, l'exportation du cuivre et du cobalt produits dans la mine de Tenkefungurume avait été suspendue pendant un an. La mesure a été levée en avril dernier mais en ce temps-là, les détails de l'accord n'avaient pas été révélés. L'entreprise chinoise détient 80 % de l'exploitation minière, tandis que la GECAMINES possède le reste. CMOC construit actuellement une seconde mine de Cobalt. Une fois opérationnelle, les experts disent que ce sera la plus grande mine de cobalt en RDC dépassant celle de Glencore.

Kinshasa : le Comité laïc de coordination appelle à un dialogue pour venir à bout de la crise sécuritaire en RDC. « Il serait donc temps que le chef de l'État et les principaux leaders politiques et sociaux du pays se mettent ensemble pour identifier les réponses les plus adéquates et les plus urgentes aux multiples équations du

moment. Car une nation profondément divisée à l'interne comme la nôtre en cette période-ci ne peut prétendre à la victoire contre l'ennemi tant intérieur qu'extérieur », a déclaré le coordonnateur du Comité laïc de coordination. A quelques mois des élections en RDC, la situation sécuritaire dans la partie Est du pays reste préoccupante avec l'occupation de quelques territoires par la rébellion du M23. Sur le plan politique, le fichier électoral divise également les politiciens. L'opposition qui le qualifie de corrompu appelle à un audit externe indépendant avant la tenue des élections.

La dépréciation du franc congolais affecte les commerçants de Beni. Le taux du dollar varie d'un jour à l'autre. 2400 FC pour 1 dollar la veille, ce taux peut atteindre 2500 FC le lendemain voire 2700 FC, indique un des vendeurs de Beni. Cette situation n'arrange ni les vendeurs, ni les acheteurs.

Matadi : instauration des barrières routières à partir de 23 heures. Le maire de Matadi a décidé l'instauration des barrières routières de 23 h à 4 h 30' à partir du 19 juillet dans cette ville du Kongo-Central. Ces barrières seront installées dans les points névralgiques de la ville. Pour le maire ces mesures viennent en appui à l'opération Kumba ki mbiko (Ne me prends pas pour un mauvais) qu'il avait initiée récemment pour traquer tous les véhicules et motos, très souvent utilisés nuitamment par les hors-la-loi pour commettre leurs forfaits.

Vendredi 21 juillet.

Début d'inscription des candidats à l'Ecole nationale d'administration. Le dépôt des candidatures se fait uniquement en ligne et dure dix jours seulement, soit du 20 jusqu'au 30 juillet. Toutes les conditions de recrutement ou d'admissibilité à l'ENA RDC sont disponibles sur le site de cette école www.ena.cd. Créée en 2014 et logée au ministère de la Fonction publique à Kinshasa, cette école de formation des dirigeants et cadres de l'administration de la RDC a formé à ce jour plusieurs centaines de jeunes cadres congolais.

Butembo : les immondices constituent un danger pour les enfants, alerte le Parlement d'enfants. Des enfants y passent la journée à ramasser des flacons usagers et des métaux parfois dangereux. Il y a quelques jours, un enfant a perdu la vie après avoir touché à un fil électrique sous ces immondices. Le parlement d'enfants de Butembo invite les parents à bien encadrer leurs enfants, surtout en cette période de vacances scolaires. Laisser les enfants errer dans la rue, c'est exposer l'enfant à toute sorte de maladies et à tout ce qui est mauvais qui peut arriver dans la rue. Il demande aux autorités de la ville de mettre en place une vraie politique de gestion des immondices.

Kindu : les crédits de plus de 940 000 USD octroyés aux opérateurs économiques. Hormis les épargnes et crédits, la société de microfinance GUILGAL a également donné des crédits agricoles, des crédits verts c'est-à-dire l'énergie solaire et la marmite écologique. Les clients se disent satisfaits des services de la société GUILGAL S.A. Une caravane motorisée a été organisée dans les grandes artères de Kindu pour faire connaître la société GUILGAL à d'autres populations.

IX^e Jeux de la Francophonie : « Les jeux vont se dérouler dans des conditions modernes », assure Patrick Muyaya. « Tout sera prêt à la date convenue. Normalement tous les sites doivent être rendus au 23 juillet, donc à cinq jours de démarrage des jeux. (...) C'était un grand pari parce que, la RDC a hérité de l'organisation des jeux simplement en 2 ans. Tout ce que vous avez pu voir, au stade des Martyrs, au stade Tata Raphaël ou à l'Unikin, d'autres bâtiments sont sortis de terre. Et c'est l'occasion de dire merci à tous ces compatriotes et à toutes ces sociétés qui se donnent corps et âmes » a indiqué le ministre de la Communication et Médias. Il a également souligné que ces trois sites correspondent aux standards internationaux. Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères a expliqué l'importance de la fraternité pour les pays francophones afin de participer à ces jeux. La remise des sites est prévue ce dimanche 23 juillet. Le 27, ça sera déjà le début de certaines disciplines (Basketball féminin et football masculin U-20) alors que le lancement officiel est prévu le 28 juillet. **Le Canada envoie une délégation de 61 personnes.** La délégation canadienne est constituée en majorité d'athlètes et d'artistes. « Durant ces jeux, de jeunes artistes et athlètes de partout au Canada et âgés de 18 à 35 ans feront valoir la richesse de la culture francophone canadienne et l'excellence sportive de notre pays dans 7 disciplines ». Les autres participants incluent le chef de délégation, le personnel médical et de sécurité, des entraîneurs et du personnel de mission. La décision survient même si le Canada recommande toujours d'éviter tout voyage non essentiel sur son propre site de conseils aux voyageurs. **Abidjan réduit sa délégation.** « Compte tenu de différentes contraintes de dernières minutes, le ministère des Sports s'est vu dans l'obligation de réduire la taille de la délégation sportive ivoirienne. À cet effet, le football, le tennis de table, le basket-ball et le cyclisme ont été retirés de la délégation sportive ». **«L'état des infrastructures ne pose pas de problèmes» (Christophe Lutundula).** « La RDC, après la semaine des jeux, pourra disposer des infrastructures sportives qu'on n'a pas eues depuis l'indépendance. Malheureusement, le site de Tata Raphaël, qui devait servir de village, ne sera pas totalement prêt dans le délai. Vous avez vu qu'il y a un dispensaire, un centre de conférence, un grand restaurant

et il y aura certaines chambres qui pourraient être prêtes mais nous considérons à ce stade que l'essentiel est fait. Nous attendons les jeux et la RDC pourra être heureuse de recevoir des compétitions internationales pour toutes les disciplines qui sont concernées par les jeux de la Francophonie », s'est réjoui le ministre des Affaires étrangères. Au site de l'Université de Kinshasa, des chambres, le réfectoire, un stade d'entraînement pour le football et un autre pour le basketball sont prêts.

Meurtre de Chérubin Okende : Ensemble pour la République désapprouve l'enquête du parquet près la Cour de cassation. « Pendant que tout le monde attend la mise en place de cette commission d'enquête, le procureur général près la Cour de cassation, nous surprend par une nouvelle conférence de presse, le 19 juillet. Il dévoile les résultats des travaux d'enquêtes sur l'assassinat de Chérubin Okende. A ce stade, l'attention des enquêteurs se focalise sur le garde du corps du défunt, dont les déclarations ne seraient pas constantes sans qu'ils n'en dévoilent la nature », déplore le secrétaire général d'Ensemble pour la République et il se dit indigné par l'attitude et communication du procureur général : « Le procureur général affirme également que, sur la base de son enquête, c'est une balle de l'arme retrouvée dans la jeep à côté du corps, qui aurait tué Chérubin Okende. Nous exprimons notre indignation, à l'attitude et communication du procureur général ». Pourtant d'après lui, son parti et son président national souhaitent une enquête internationale indépendante à laquelle devront être associés notamment des experts des pays de la communauté internationale. **Meurtre de Chérubin Okende : les avocats de son chauffeur et de son garde du corps crient à la violation des droits de la défense.** Depuis le 14 juillet, selon les avocats, en charge de la défense du garde du corps et du chauffeur du député national Chérubin Okende « aucun membre du collectif n'a été autorisé à s'entretenir avec leurs clients. Toutes les demandes faites par les avocats ont été systématiquement rejetées par la commission mise en place de l'instruction préparatoire au commissariat provincial de la police nationale de Kinshasa ». Ils disent s'en remettre aux mains du Procureur général près la Cour de cassation, afin de leur permettre d'entrer en contact avec leurs clients et de les assister en vertu de l'article 19 alinéa 4 de la constitution de la République démocratique du Congo qui stipule : « Toute personne a le droit de se défendre elle-même ou de se faire assister de son choix et ce, à tous les niveaux de la procédure pénale, y compris l'enquête policière et l'instruction préjuridictionnelle ».

La RDC dotée de 28 experts en évaluation des programmes publics. Cette formation a été organisée par le Centre de recherche d'étude évaluative de l'Université de Kinshasa, en partenariat avec le Centre d'étude en gouvernance et l'Institut de développement professionnel de l'Université d'Ottawa. Elle visait à doter le pays des évaluateurs capables de suivre la mise en œuvre des programmes publics afin de booster le développement. Parmi eux, il y a des fonctionnaires de l'ONU, des agents et fonctionnaire d'Etat et des chercheurs universitaires.

Beni : des démobilisés volontaires vivent difficilement à Kalunguta. Ces ex-miliciens disent être abandonnés à leur sort. Pour survivre, certains d'entre eux se lancent dans la perception des taxes illégales ou à l'extorsion de la population locale dans des marchés de Kalunguta ou de Maboya. Le responsable du PDDRC-S/antenne de Beni, a fait savoir que le site de Kalunguta n'est plus officiel. Il appelle cependant tous ces candidats à la démobilisation de rejoindre plutôt le site de Mambango, dans la ville de Beni, qui offre les meilleures conditions aux combattants. Pour lui, seuls ceux qui se rendront avec leurs armes pourront bénéficier des avantages du programme DDRCS.

Rutshuru : 9 morts dans l'explosion d'un engin explosif à Lubwe-Sud. Plusieurs sources attestent qu'un combattant aurait ramassé cet engin et par inadvertance l'aurait dégoupillé, causant sa mort ainsi que celle de 8 autres personnes qui étaient à côté de lui. De nombreux civils auraient été blessés par les éclats de cette bombe, dont trois grièvement. Le mouvement « La vision pour la victoire du peuple », appelle à la vigilance et la sensibilisation des populations à ces engins non explosés de plus en plus répandus dans cette zone de guerre.

UNIKIN : les étudiants payeront les frais des transports de Transacademia via Vodacash. C'est ce qui ressort du partenariat signé, le 19 juillet, entre l'UNIKIN, Transacademia et Vodacom à Kinshasa. Le Directeur général de Transacademia, a annoncé que ce partenariat s'étendra dans les autres universités du pays.

Nord-Kivu : 3 morts après accrochage entre les Fardc et un présumé milicien à Mighobwe. C'est aux environs de 5h30, que des tirs se sont fait entendre pendant plus d'une heure à Mighobwe. Cette situation fait suite à une opération menée par des Fardc, qui voulaient procéder à l'arrestation d'un présumé Mai-Mai. Pour s'échapper, ce dernier a tiré plusieurs coups de feu, qui ont mortellement atteint un jeune d'une vingtaine d'années. Les militaires ont répliqué et maîtrisé le présumé milicien Mai-Mai. Ils ont en outre récupéré à son domicile six armes de type AK 47, selon les mêmes sources. De son côté, l'armée parle plutôt de deux Mai-Mai du groupe Kyaghanda Yira tués et de deux autres arrêtés au cours de ces affrontements.

L'UE décide d'octroyer 20 millions d'euros à la 31e brigade de réaction rapide des Fardc. Ce financement vise à renforcer les capacités d'États tiers et d'organisations régionales et internationales dans le domaine militaire et de la défense. « Ce soutien sera mis en œuvre par le ministère belge de la défense ». Par l'intermédiaire de ses propres forces armées, la Belgique forme déjà la brigade qui bénéficiera de ce soutien. L'UE fournira des équipements individuels de base, tels que des kits de commando, des trousseaux de premiers secours et des vêtements, ainsi que des équipements collectifs, des kits anti-engins explosifs improvisés, des véhicules et des radios.

Ituri : la présence des groupes armés dans les champs crée la rareté des produits agricoles à Komanda. Plusieurs produits agricoles les plus consommés localement ne sont presque plus visibles sur le marché à Komanda à 75 km de Bunia. Cette rareté fait suite à l'occupation, depuis environ trois mois, de trois groupements de la chefferie de Walese Vonkutu à vocation agricole par des groupes armés : Bandavilemba, Bandiangu et Bakuchu. A cela s'ajoute également l'impraticabilité des routes, qui ne facilite plus l'acheminement en quantité suffisante des produits de champs vers les grands centres. Les agriculteurs de Komanda en particulier, qui ont leurs champs sur le tronçon Komanda-Luna, n'accèdent plus à leurs zones de production.

Mai-Ndombe : suspension de trafic entre Kwamouth et Masiambio. Selon la société civile locale, les coupeurs de route qui se sont installés depuis quelques jours au village N'sele empêchent la circulation des véhicules, des motos et des piétons sur cet axe. Cette ligne coupée est celle qui alimente la cité de Kwamouth.

Malemba-Nkulu : la présence accrue des hippopotames entrave les activités de pêche, dans la rivière Lufira. L'administrateur du territoire plaide pour leur refoulement par l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN). Depuis plus d'une semaine, ces hippopotames sèment la terreur alors que les habitants de ce village vivent essentiellement de la pêche. Ces pachydermes se trouvent au milieu de la rivière.

Haut-Katanga: le commandant de la police/Kasenga retrouvé mort dans un puits. Jusqu'à présent, les circonstances de sa mort ne sont pas encore connues. D'après l'administrateur du territoire de Kambove qui confirme cette information les enquêtes sont en cours pour retrouver les auteurs et éventuellement le mobile de la mort tragique de Sébastien Kabulo.

Samedi 22 juillet.

Retrait de la Monusco : Bintou Keita sensibilise les notabilités d'Uvira. La représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC, a échangé avec le maire de la ville d'Uvira, et l'administrateur du territoire, les activistes de la société civile et des femmes candidates aux élections. « L'objectif de cette rencontre était d'expliquer à ces interlocuteurs « le programme de la transition que la Monusco est en train de préparer conjointement avec le gouvernement congolais ». L'administrateur du territoire d'Uvira dit avoir saisi cette occasion pour demander à la cheffe de la Monusco de plaider auprès des autorités congolaises pour le renforcement des capacités des éléments de la PNC et des Fardc afin de bien assurer la relève sur la sécurisation et la protection des civils dans son entité. Après plus de deux décennies au service de la paix en RDC, la mission onusienne s'est engagée avec le Gouvernement congolais dans un processus de « retrait progressif et responsable ». Il s'agit de « faire de sorte que ces bénéfices déjà actés soient consolidés et que l'on puisse opérer ce départ en parallèle avec le renforcement progressif des capacités de l'Etat ».

La Congolaise Julienne Lusenge, lauréate du Prix de l'ONU pour les droits de l'homme. Julienne Lusenge, présidente de l'ONG Solidarité des femmes pour la paix et le développement intégral (SOFEPADI) et directrice du Fonds pour les femmes congolaises recevra ce prix en décembre prochain au siège de l'ONU à New York. En mars 2021, Elle avait gagné le Prix international du courage féminin (International Women of Courage Awards ou IWOC). A travers cette récompense, le secrétaire d'État américain encourage les femmes du monde ayant fait preuve d'un courage et d'un leadership exceptionnels au service de la promotion de la paix, de la justice, des droits de l'homme, de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes-souvent au prix de grands risques et sacrifices personnels. Depuis 1978, Julienne Lusenge est la principale militante en RDC qui lutte contre la violence basée sur le genre et en faveur de la promotion des droits des femmes et des filles dans les situations de conflit.

Meurtre de Chérubin Okende : l'association FJUSKD réclame une enquête indépendante. L'association Femmes Eprises de Justice pour la Libération de Salomon Kalonda Idi Della (FJUSKD) a fait cette réclamation lors d'une manifestation devant le Quartier général de la Monusco, à Kinshasa : « Nous venons réclamer une enquête indépendante pour Cherubin Okende pour que nous puissions connaître les commendants, les acteurs, tous ceux qui ont participé de loin ou de près à son assassinat. C'est le cri des mamans qui sont regroupées au

sein de cette association ». Elles menacent de saisir la Cour pénale internationale (CPI) si rien n'est fait au niveau du pays pour mettre la population congolaise en sécurité.

Beni : la société civile alerte sur des mouvements suspects des ADF à Oicha. Ces rebelles fréquentent des champs de la population des localités de Mukoko et Kithevya. Ils ont abattu, mercredi dernier, un civil avant d'incendier sa moto dans cette contrée. Elle a également demandé à l'armée de prendre ces alertes au sérieux afin de traquer ces rebelles et a recommandé à la population de collaborer avec les Fardc pour traquer ces ADF.

Maï-Ndombe : un mort et plusieurs blessés dans un accrochage ethnique à Ndwa. Ce combat, dû à un conflit foncier, oppose les Tende du territoire de Yumbi et celui du territoire de Bolobo. Les faits se sont déroulés en pleine forêt où la communauté Tende venant du village Bokalakala en territoire de Yumbi et celle du village Ndwa en territoire de Bolobo se sont affrontées avec des machettes. L'administrateur du territoire de Bolobo, a sollicité une intervention musclée et rapide des forces de l'ordre afin de rétablir l'ordre public dans ce coin du pays.

Kinshasa : la Garde républicque organise une marche d'endurance à travers la ville, ce samedi 22 juillet. Habituellement organisé à l'intérieur des camps militaires, cet exercice va se dérouler à travers les artères de la capitale dans un but à la fois sanitaire et dissuasif. Ces soldats marchent en tenue de combats et équipées d'engins de guerre lourds et légers. Réputés combattifs au front, les militaires de la Garde républicaine constituent l'unité d'élite des Fardc affectée à la sécurité du Chef de l'Etat et des institutions du pays.

Culture et arts : François-Moïse Bamba encourage la création des entreprises dans ce secteur. « Nos Etats africains demandent aux jeunes de l'entrepreneuriat privé de créer des entreprises dans le secteur de la culture et des arts pour pouvoir créer des emplois doublement. Ça permet aux artistes de travailler et à ceux qui créent ces entreprises-là de vivre aussi ». François-Moïse Bamba, artiste conteur et opérateur culturel burkinabé, séjourne à Kinshasa dans le cadre du projet Kin Créa de la Compagnie Tam Tam Théâtre. Avec l'appui de la délégation de l'Union européenne, ce projet renforce des capacités artistiques, institutionnelles et organisationnelles de 70 jeunes artistes dans 9 communes périphériques de Kinshasa.

Kindu : 25 355 USD déboursés pour les travaux d'extension d'eau à Mikelenge. Ce montant a été remis à l'association des Usagers des réseaux d'eau potable (ASUREP BIG FIVE) du Maniema qui va exécuter ce projet. Le président de ASUREP BIG FIVE, parle de près de 30 000 habitants qui seront desservis en eau potable depuis l'existence de ce quartier. Le gouverneur intérimaire du Maniema, a exhorté l'ONG ASUREP à effectuer un travail de qualité. Ces travaux prendront au moins trois mois, selon l'ONG ASUREP.

Goma : un acteur politique alerte sur les pannes récurrentes des bateaux des établissements « Silimu ». Il a lancé cette alerte après que le bateau Emmanuel 3 de cette entreprise s'est arrêté en plein milieu du lac Kivu à la suite d'une panne de moteur. Une situation ayant paniqué les nombreux passagers qui étaient à bord. Il encourage le gouvernement du Nord-Kivu à mener des enquêtes minutieuses à ce sujet car il ne s'agit pas d'un premier incident. Pour sa part, les responsables des établissements Silimu parlent d'une panne technique.

Ituri : reprise progressive des activités économiques à Mongwalu, depuis juin dernier. Plusieurs boutiques ont rouvert leurs portes et de nombreux opérateurs économiques regagnent peu à peu cette cité minière. Le bourgmestre de la commune de Mongwalu, attribue cette embellie à l'amélioration des conditions sécuritaires dans cette contrée. Pour lui, la réouverture du trafic sur la route Bunia-Mongwalu facilite notamment le trafic et les échanges commerciaux.

Kalemie : début des travaux d'assainissement du lac Tanganyika. Ces travaux visent à protéger le lac des déchets qui occasionnent la diminution des poissons. Les travaux d'assainissement se font aussi dans les agglomérations autour du Lac, a poursuivi le ministre provincial de l'Agriculture, Pêche et Elevage du Tanganyika. D'autres activités sont prévues dans les zones de frayeur pour favoriser la reproduction des poissons. Il a regretté qu'il y ait des zones de frayeur déjà dévastées par la végétation. Il entend déployer des équipes de surveillances qui vont commencer à circuler dans ces zones de frayeur pour empêcher la pêche des alevins.

Beni : des cas de rougeoles sont passés de 300 à 30 en trois mois à Oicha. L'infirmier en charge de la surveillance épidémiologique dans cette zone de santé, attribue cette baisse aux deux dernières campagnes de vaccination organisées en février et mai derniers. « Les deux phases de la campagne de masse nous ont beaucoup aidé à contrôler l'épidémie de rougeole dans la zone. Au mois de février, nous avons vacciné dans quinze aires de santé. Ceci avait permis la diminution de nombres de nouveaux cas. Vers fin mai, nous avons vacciné dans presque toutes les aires de santé. Et actuellement, ceux qui viennent avec les signes de rougeole, sont ceux-là qui

ont plus de cinq ans et demi jusqu'à trentaine d'années. Ils ne sont pas nombreux ». Il pense que d'ici à quelques semaines, cette épidémie qui a causé la mort de plusieurs enfants sera complètement éradiquée à Oicha.

Nord-Kivu : le nouveau commandant de la PNC promet de renforcer la sécurité à Goma. « J'ai un plan prioritaire. Celui d'assurer la sécurité des personnes et des leurs biens. Imposer cette sécurité afin de bénéficier de la confiance qui m'avait été placée par le chef de l'Etat. Et aussi, faire en sorte que la population de Goma vive en paix et que cette paix soit vraiment réelle », a-t-il déclaré. Parmi les sept officiers de la PNC qui quittent le Nord-Kivu, figurent aussi l'actuel maire de Goma, François Kabeya Makosa affecté au centre de Kapalata, à Kisangani.

Electricité à Bandundu : démarrage des travaux de réparation du transformateur de la sous-station Aviation. Le directeur provincial de la Snel, a indiqué que ces travaux sont effectués par des experts de la société Ateliers d'Electro Maintenance Industrielle (AEMI) de Kinshasa. Il a assuré que des quartiers de la ville de Bandundu privés du courant depuis cinq mois seront alimentés dans dix jours. Depuis février certains quartiers de la ville de Bandundu sont plongés dans le noir à la suite d'une panne technique survenue sur leur transformateur.

La Synergie des syndicats des enseignants appelle au paiement d'un nouveau barème salarial. Elle a fait cette requête lors de l'assemblée générale d'évaluation de l'année scolaire 2022-2023, à Kinshasa. Ces enseignants sont d'avis que le nouveau barème salarial leur permettra de faire face au cout actuel de la vie. Ils exigent également la suspension de la ponction de 10 000 FC défalqués arbitrairement de leurs salaires et de restituer le manque à gagner enregistré depuis avril dernier. Ils recommandent au gouvernement de consolider la gratuité de l'enseignement de base avec la construction de nouvelles écoles. Ils préconisent en outre le paiement de tous les enseignants du primaire d'un salaire et d'une prime uniformisés. La Synergie des syndicats des enseignants a rappelé au gouvernement que seul le respect de ses engagements permettra une rentrée scolaire 2023-2024 apaisée.

Lubero : la société civile dénonce l'arrestation de 25 agriculteurs par l'ICCN en un mois. « Les écogardes du parc national des Virunga viennent des fois pour détruire les cultures des agriculteurs et procèdent à l'arrestation des gens, en majorité des déplacés venus des territoires de Rutshuru et Beni, qui viennent se réfugier ici parce qu'ils vivent de l'agriculture. Ces déplacés qui veulent se réorganiser subissent ce genre de problèmes, alors qu'ils mènent une vie misérable ». Pour être libérés, les détenus sont obligés de verser une caution allant de 300 000 à 350 000 FC. Un montant exorbitant pour une personne vulnérable et sans aucune assistance.

Kinshasa : liberté provisoire accordée à Fortunat Biselele. L'ex-conseiller privé du chef de l'Etat, poursuivi pour trahison, atteinte à la sûreté de l'État et propagation de faux bruits, a obtenu sa liberté provisoire du tribunal de grande instance de Kinshasa/Gombe. L'instruction du fond de la cause est fixée au 4 août devant la même juridiction. Il avait été incarcéré le 20 janvier dernier à la prison centrale de Makala/ Kinshasa, une semaine après avoir été arrêté par l'Agence nationale de renseignements (ANR).

Dimanche 23 juillet.

Lubumbashi : engouement des candidats au BRTC à la fin de la prolongation accordée par la Ceni. Selon certains mandataires trouvés sur place, la rallonge de sept jours leur a permis de réunir les documents nécessaires pour être en ordre, mais la tâche n'a pas été facile. C'est ce dimanche 23 juillet à 16h30, heures locales, que prend fin le dépôt des dossiers des candidatures pour l'élection des députés nationaux, dans tous les 168 bureaux de réception et traitement des candidatures, à travers le territoire national. **Haut-Katanga : le doute des certains acteurs politiques sur la tenue effective des élections expliquerait le manque d'engouement aux BTRC, estime un expert.** Selon un expert en questions électorales « ce qui me passe à l'esprit en premier, c'est que les acteurs politiques doutent d'abord de l'organisation des élections dans le délai constitutionnel. Ce doute -là fait qu'ils ne sont pas prêts à affronter les échéances électorales qui s'approchent d'ici-là. La plupart veulent ce retard parce que ça leur permet, au lieu de passer par des élections, de se trouver autour d'une table et de négocier et de faire le partage du pouvoir ». Il cite également d'autres raisons liées à la loi électorale, notamment le taux très élevé de la caution pour les acteurs politiques, un million six mille FC. Un autre facteur qui explique ce faible engouement, est lié au mode de financement des partis politiques en RDC : « le parti politique ne vit pas de cotisations de ses membres mais dépend des acteurs politiques qui lui financent le transport, le pourboire et autres ».

Législatives nationales : le dépôt des candidatures se clôture ce dimanche, à 16h30, dans tous les 168 Bureaux de réception et traitement des candidatures, (BRTC) à travers le territoire national. Le Centre de recherches et d'études sur l'Etat de droit en Afrique, (CREEDA) a encouragé, samedi 22 juillet, la Commission

électorale à ne plus accorder une nouvelle prolongation du délai de dépôt de candidatures, en vue, de respecter son propre calendrier et, surtout, d'organiser les élections dans le délai constitutionnel.

Beni : le maire sortant recommande à la population de faire confiance à la Monusco. Le maire sortant de Beni, a demandé à la population de ne pas se tromper d'adversaire. Pour lui, la Monusco reste un partenaire incontestable dont il convient de soutenir les actions : « Nous devons marcher ensemble. Bien que nous ayons déjà amorcé la transition pour le départ de la Monusco, elle doit continuer à nous accompagner. La Monusco est en train de soutenir la police, les Fardc. Je demande donc à ce que la population puisse continuer à faire confiance à la Monusco, de la soutenir, parce que tout ce que la Monusco a fait c'est pour nous, c'est entre nos mains ».

Djugu: un militaire en colère tue par balles 13 personnes à Tchomia. Ce militaire de l'unité de la force navale est arrivé à Tchomia samedi soir pour assister au deuil de son enfant. Il venait de Gobu, où il est affecté. Il est spécialement venu à Tchomia, non pas pour participer au deuil de l'enfant, mais surtout demander des comptes à sa belle-famille. Il l'accuse d'avoir procédé à l'enterrement de son enfant à son absence. Aux environs de 22 h30, ce soldat a sorti son arme et tiré premièrement sur son épouse, puis sur sa belle-mère. Les tirs ont aussi atteints ses deux autres enfants. Dans sa colère, il a continué à tirer et viser d'autres personnes qui se trouvaient sur le lieu. Le bilan : 13 morts dont 10 enfants de moins de dix ans. Un avis de recherche est lancé pour retrouver le meurtrier.

Rutshuru : près de 30 000 nouvelles personnes déplacées sans assistance. Fuyant les accrochages entre les rebelles du M23 et les combattants appelés Wazalendo dans le groupement de Bukombo, ils n'ont pas d'assistance humanitaire et vivent dans la précarité dans leurs lieux de refuge dans le territoire de Rutshuru. Ces déplacés dont des écoliers, sont venus des villages de Bukombo, Bishusha et de la localité Kipfulo.

Goma : les acteurs de la société civile sensibilisent contre la vindicte populaire, une pratique récurrente dans la ville. Cette problématique était au centre d'un atelier d'échange de deux jours organisé, en fin de cette semaine, par l'ONG COMOAD entre les acteurs de la société civile, les mouvements citoyens et la police, en partenariat avec la police de la Monusco. Les participants à cette activité ont convenu, à l'unanimité, que l'augmentation des cas de vindicte populaire dans la ville de Goma, découle, d'une part, de l'ignorance par la population des méfaits que représente ce châtimement et d'autre part, de l'inefficacité des services compétents dont la police et la justice, a soutenu le coordonnateur de l'ONG-COMOAD. La léthargie des services de police est aussi l'une des causes de la vindicte publique et la corruption qui gangrène l'appareil judiciaire, favorise également la vindicte publique. Pour juguler cette pratique, les participants proposent entre autres comme solutions d'équiper la police des moyens logistiques conséquents, de sanctionner les magistrats véreux.

Bukavu : 5 enfants meurent dans un incendie à Bagira. Le drame s'est produit à Cahi, un quartier populaire de la commune de Bagira. Tout serait parti d'un ménage qui a oublié d'éteindre le feu après une cuisson au bois. Par conséquent, 26 maisons en planches ont été décimées, les unes après les autres, dans ce quartier où les maisons en planches pour la plupart, se chevauchent. Les constructions anarchiques doublées d'une forte promiscuité et l'inconscience des habitants sont indexées, par certains observateurs. Bourgmestre de la commune de Bagira, épingle la responsabilité de l'Etat : « Il y a des services étatiques qui distribuent les parcelles sans tenir compte des zones neutres. Quand on donne une parcelle et à zéro mètre on donne une autre, ce sont des maisons en planches, c'est ça la responsabilité des autorités dans le secteur foncier ». Bukavu n'a pas de camions anti-incendie opérationnels à ce jour.

Sud-Kivu : lancement des travaux de modernisation de la route Bukavu-Kamanyola. Au moins 45 km sont concernés par cette réhabilitation, avec 9 mètres de chaussée prévue et 1 mètre de trottoir dans le cadre du contrat sino-congolais, mines contre infrastructures. Actuellement, cette route qui passe par les escarpements de Ngomo est très délabré. Les usagers l'empruntent à leur risque et péril. Ce qui pousse beaucoup d'usagers à transiter par le Rwanda pour se rendre à Uvira voire dans toute la partie sud-est du Sud-Kivu. Cette modernisation est donc une question de souveraineté, selon le ministre Gisaro, qui a fait savoir que d'autres travaux de modernisation de routes seront lancés avant la fin de cette année dans le cadre d'autres programmes. Il a notamment cité l'avenue Saio dans la commune d'Ibanda à Bukavu mais aussi la RN2 qui relie Bukavu à Goma dans son tronçon compris entre Bukavu-Nyamukubi-Kalehe.

Assainissement de la voirie urbaine de Kindu par l'ONG PADI. Les membres de cette ONG Programme d'action pour le développement intégré (PADI) parcourent quelques quartiers de Kindu. Ils débouchent des rigoles et autres caniveaux obstrués par des immondices. Le coordonnateur de cette ONG, sensibilise la population à garder les artères propres : « Nous avons fait un constat amer : depuis qu'on avait asphalté ces

routes-ci, les caniveaux sont toujours bouchés et les gens pensent que les caniveaux et les rigoles sont devenus des poubelles. Voilà ce qui nous a poussés à effectuer ce travail pour que nous puissions assainir notre environnement. Nous remettons presque à chaque ménage un sac vide pour qu'on y mette les déchets ménagers, les choses changent et la population aussi doit changer sa façon de vivre ».

Félix Tshisekedi pour un contrôle sur les ONG exerçant sur le territoire national. « Ces contrôles devraient porter notamment sur la cohérence entre les rapports annuels relatifs aux cinq derniers exercices d'activité desdites ONG dans notre pays, accompagnés d'une synthèse soulignant l'évolution et les différences des performances d'une année à l'autre, ainsi que les localisations exactes de leurs activités sur chacune de périodes sous examen. Il est inadmissible qu'il existe des connexions anormales soit dans les sources de financement, soit dans la supervision de certaines ONG par du personnel expatrié, ayant un passé militaire ou paramilitaire qui donnent matière à suspicion légitime quant aux risques réels que certaines ONG, sous couvert d'activités humanitaires, s'adonnent ou contribuent à des actions de subversion sur le territoire national ». Les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Justice et garde des sceaux et du Plan vont travailler en commission interministérielle afin de produire un rapport global sur la question.

Lundi 24 juillet.

IXe Jeux de la Francophonie : « Toutes les infrastructures sont prêtes », rassure Isidore Kwandja. Le directeur du comité national de Jeux de la Francophonie a rassuré : « à cinq jours des Jeux de la Francophonie, les préparatifs sont complètement terminés, les infrastructures sont prêtes. Nous sommes à l'étape d'accueillir les athlètes pour que la fête commence ». Au moins 15 pays sont déjà arrivés. L'entrée au stade des Martyrs pour la cérémonie d'ouverture sera gratuite. Il faut néanmoins avoir un bracelet pour y accéder. « Nous allons vous indiquer les points de chute où vous devez vous procurer ce bracelet »

Nord-Kivu : des ONG environnementales accusent le M23 de pillage des ressources du Parc des Virunga. Dans une correspondance adressée au chef de l'Etat, ces structures reprochent à cette rébellion, soutenue par Kigali, de faire le braconnage, la carbonisation, le trafic de bois et charbon de bois, le trafic des bébés primates et autres. Pour ces organisations, la situation du Parc des Virunga devient de plus en plus inquiétante depuis l'implication de la rébellion du M23. Elles parlent, en particulier des secteurs Centre et Sud de ce parc, en territoires de Rutshuru et Nyiragongo, dont une grande partie n'est plus contrôlée par les écogardes et ses gestionnaires du Parc. Dans ces espaces, toutes les activités de conservation se sont arrêtées depuis plus d'une année. Elles exigent en outre une enquête mixte, impliquant l'EAC, la Monusco et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) pour réprimer ces actes qu'elles appellent crimes environnementaux et crime de guerre. **IXe Jeux de la Francophonie : « Nous avons intérêt à ce que ces jeux se passent de la bonne manière » (Willy Kalengayi),** « manière parce que nous avons intérêt à consolider l'image d'un peuple vainqueur, d'un peuple qui fait face aux défis », a déclaré le Journaliste-Editeur du magazine « Géopolis ». Ces jeux sont prévus du 28 juillet au 6 août prochain dans trois sites de la capitale congolaise, à savoir : Stade des Martyrs, stade Tata Raphael et Université de Kinshasa.

Bunia : hausse de prix des denrées alimentaires à la suite de la dépréciation du FC, sur le marché de change. Dans cette ville, le taux de change, proposé par les opérateurs du secteur, varie actuellement entre 2.500 et 2.700 voire 2.800 FC pour un USD. Des femmes qui vendent leurs articles le long des artères principales de Bunia affirment que cette inflation pénalise sérieusement leurs activités. Certaines disent avoir même perdu leur capital. Elles demandent au gouvernement de réguler le taux de change pour permettre aux ménages de nouer les deux bouts du mois.

Mbuji-Mayi : de nombreux passagers peinent à trouver de places dans les avions. La Compagnie africaine d'aviation (CAA) et Congo Airways qui opèrent sur cette ligne aérienne sont débordés. D'après certains observateurs, cette situation s'explique par la présence de nombreux vacanciers, ainsi que des candidats à la députation nationale, venus de Kinshasa et d'ailleurs pour postuler à Mbuji Mayi. Des voyageurs souhaitent que les compagnies d'aviation multiplient le nombre de rotation sur Mbuji-Mayi.

Kindu : la population contre la suspension du fonctionnement de deux écrans géants. Ce dispositif était installé à l'espace dite Mapon, dans la commune de Mikelenge par le sénateur Matata Ponyo alors que celui en face de la tribune, par le cadre de l'Ensemble de la République, Salomon Idi Kalonda. C'était pour permettre à la population de se divertir en regardant des programmes tels que des matches de football, des films et autres programmés télévisés. La population cherche à connaître les véritables raisons ayant poussé le gouverneur ai du Maniema d'arrêter brusquement le fonctionnement de ces écrans géants. Pour sa part, le gouverneur intérimaire

du Maniema, cette décision de suspension a été prise pour des raisons sécuritaires. Mais pour certains observateurs, cette mesure est plutôt politique que sécuritaire.

Le député Mudekereza préconise l'agriculture pour baisser le taux d'importation et réguler le marché de change. Selon l'Elu du territoire de Walungu (Sud-Kivu), « l'hémorragie, il faut l'arrêter et comment l'arrêter il faut investir dans la production agricole. Si nous avons des millions qui proviennent du secteur minier il faut les réinjecter dans l'agriculture et la transformation ». Il a cité l'exemple du Kenya qui, selon lui, a exporté 7.000 tonnes d'avocats, estimées à 64 millions USD, en l'espace de trois mois. « Et pourtant, la RDC peut faire plus que le Kenya car elle a une variété de culture notamment les avocats, les prunes, les maracuja, l'ananas d'Idjwi, le meilleur au monde. Il a encouragé l'Etat à soutenir les paysans, en mettant en place des banques d'investissements, des banques agricoles avec des taux d'intérêt assez attractifs.

Législatives nationales : 144 dossiers réceptionnés au Kasai-Oriental. Jusqu'à l'heure prévue pour la clôture, le BRTC Mbuji-Mayi a réceptionné 144 candidatures. D'autres dossiers qui avaient été introduits étaient en train d'être complétés. D'après le président du BRTC Mbuji-Mayi, les grands partis et regroupements politiques de la majorité au pouvoir et de l'opposition ont déposé les dossiers de leurs candidats aux législatives nationales. Tous ont été accompagnés au BRTC par leurs militants qui chantaient à leur honneur.

Ituri : détention du militaire auteur du meurtre de 13 civils à Tshomia. Ce militaire, en fuite, a été appréhendé par les éléments de force de l'ordre avec la collaboration des jeunes de ce coin de l'Ituri. Une audience foraine est prévue ce lundi 24 juillet à Kasenyi, indique l'avocat général près la Cour militaire de l'Ituri.

Ituri : perquisition ce lundi dans la prison centrale de Bunia. Selon des témoins, ce dispositif est venu sécuriser la prison contre une éventuelle attaque des miliciens Zaire qui chercheraient à libérer quelques-uns des leurs arrêtés lors des opérations militaires dans la région. Ce lundi matin, toutes les entrées menant vers cette prison sont barricadées notamment la route Capa-prison ainsi que différentes avenues derrière cette maison carcérale. Entre temps, plusieurs habitants ainsi que les agents de l'administration pénitentiaire s'inquiètent de la surpopulation carcérale. La prison centrale de Bunia compte à ce jour plus de 2000 détenus pour une capacité de 500 places.

Goma : la population manifeste contre la dépréciation du franc congolais. A travers cette manifestation, elle réclame la baisse et la stabilisation du taux de change. Un dollar américain se change aujourd'hui à 2 600 FC. La dépréciation de la monnaie nationale est à la base de la hausse de prix des biens et services sur le marché.

Mbuji-Mayi : le désaccord persiste entre l'IGF et les autorités provinciales autour de deux comptes bancaires non déclarés. Depuis la découverte, au mois de mai dernier, de deux comptes non déclarés par l'exécutif provincial, les violons ne s'accordent pas entre l'exécutif provincial et l'IGF. Pour preuve, dans une correspondance datée du 18 juillet, l'Inspecteur général des finances, déplore le mauvais traitement subi par les inspecteurs en mission d'encadrement auprès de la province. Ils ont été malmenés par les éléments de la Police nationale congolaise commis au cabinet du gouverneur. Il estime que cette attitude reflète la volonté de l'exécutif provincial de masquer de « graves violations » découvertes dans l'encadrement des dépenses et recettes de la province. Selon la même source, un montant d'un milliard de francs congolais avait été logé par le pouvoir central en décembre 2022 dans le compte Solidarité Kasai-Oriental. Le deuxième compte découvert toujours par l'IGF, AGRIPEL, avait été crédité de 200 millions de francs congolais par le pouvoir central en avril 2023.

Tanganyika : la gouverneure Ngungua appelle ses administrés à l'unité. A son retour à Kalemie, plus deux semaines après sa réhabilitation par la Cour constitutionnelle, la gouverneure a appelé le 23 juillet les fils et les filles du Tanganyika à bannir les conflits qui retardent le développement de cette province « c'est seulement des conflits, qui font reculer la province du Tanganyika ». La Cour constitutionnelle avait réhabilité, le 4 juillet, la gouverneure, dans ses fonctions, déclarant « inconstitutionnelle » la motion de défiance votée contre elle le 8 mai.

Goma : 5 gouverneurs de province réfléchissent sur leurs défis communs de développement. Pendant trois jours, sous la coordination du ministère congolais du Plan, les gouverneurs du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Ituri et Tanganyika, accompagnés des membres de leurs gouvernements provinciaux, vont réfléchir sur des réponses coordonnées aux problèmes de développement, sécurité et aux défis environnementaux dans leur provinces voisines. L'objectif est de promouvoir la coopération entre ces provinces de l'Est, confrontées généralement aux défis similaires : au-delà des crises sécuritaires, il y a les catastrophes naturelles et des changements climatiques, qui ont connu des répercussions qui dépassent le cadre d'une seule province. A noter

aussi les défis de développement, par la faible présence de l'autorité de l'Etat dans certaines zones. Au terme de ces trois jours de cette « conversation régionale », les cinq gouverneurs devraient produire un plaidoyer commun pour la coopération interprovinciale dans des secteurs du développement, la prévention de la crise sécuritaire et des réponses aux effets des changements climatiques et des catastrophes naturelles...

Mardi 25 juillet.

La cheffe Monusco et le gouverneur de l'Ituri s'engagent à consolider la paix. La situation sécuritaire s'est améliorée dans plusieurs localités de l'Ituri, grâce aux opérations conjointes Fardc et Monusco. Ce qui a permis le retour de certains déplacés notamment vers Tchabi et Boga dans le territoire d'Irumu. Le gouverneur de cette province, l'a déclaré le 24 juillet au cours d'une réunion avec la cheffe de la Monusco, Bintou Keita, après l'arrivée de cette dernière à Bunia. A côté de la réponse militaire, le gouverneur de la province a souligné l'importance de dialogues communautaires ou entre les leaders de groupes armés. C'est le cas de ceux d'Aru, qui ont abouti à la signature d'un protocole de paix visant à restaurer durablement la paix. Ce calme est également consécutif aux efforts de la justice militaire, qui a lancé des mandats d'arrêts contre des leaders de ces milices. Certains d'entre eux sont déjà aux arrêts et d'autres, neutralisés par l'armée. Bintou Keita s'est réjoui de la prise en compte de l'aspect judiciaire dans la recherche de la paix. Elle et le gouverneur ont résolu de consolider ces acquis, à travers le renforcement des moyens déjà déployés pour contrer les groupes armés et mettre en place de nouveaux mécanismes pour une paix durable en Ituri. C'est dans ce cadre qu'un centre conjoint d'opérations Fardc et Monusco a été créé. Les deux responsables l'ont visité lundi après-midi.

Lubero : la société civile dénonce « l'imposition des taxes illégales » par des groupes d'autodéfense, appelés combattants « Wazalendo ». Certains jeunes se sont constitués en groupes d'autodéfense pour faire face aux incursions des rebelles ougandais des ADF. Et ces miliciens locaux tracassent la population, avec des taxes illégales, pour financer leurs activités.

Kinshasa : des dizaines de candidats dénoncent leur omission sur les listes des magistrats nommés « Nous sommes un collectif des candidats magistrats omis des ordonnances no 23071 et no 23072 du 6 juin 2023. Nous avons concouru lors du recrutement des magistrats et nous avons été retenus sur la liste des magistrats à proposer au Président de la République pour 2023 », a rapporté l'un des candidats magistrats, sous couvert d'anonymat. Mais, selon lui, ils ont été « remplacés par des inconnus, des gens qui ont été frauduleusement ajoutés lors de la publication des nominations de magistrats ». Ces magistrats disent avoir introduit des recours au Conseil supérieur de la magistrature, mais n'ont toujours pas la suite à leurs revendications.

Tanganyika : arrestation des militaires impliqués dans la fusillade à bord d'un bateau, survenue le 22 juillet, à la suite d'une dispute. Ces militaires sont entre les mains de la justice militaire en attente de leur jugement. « A en croire les explications des blessés, ce sont des militaires qui ont tirés sur eux, mais, on ne connaît pas encore les raisons exactes ». Ce bateau M.K. naviguait sur le Fleuve Congo. Il provenait de Kongolo et se rendait à Bukama, dans la province du Haut-Lomami.

Kinshasa : des sites réhabilités pour les IXe Jeux de la Francophonie. Il s'agit notamment : de l'Académie de beaux-arts et du Musée national, qui sont retenus pour les activités liées aux arts visuels : la peinture, la photographie, la sculpture-installation. L'Echangeur de Limete accueillera les activités des arts de la rue : entre autres, jonglerie avec ballon, Marionnettes géantes et dance Hip Hop. Le Palais du peuple et l'Institut français accueilleront des activités liées à la chanson. Le Centre Wallonie-Bruxelles abritera toutes les activités qui touchent aux contes et conteurs, à la littérature ainsi qu'à la danse de la création, danse qui sera également à l'affiche au Palais du peuple. L'Institut Français, la Halle de la Gombe abriteront également toutes les activités concernant la création numérique. Onze disciplines artistiques au total ont été retenues pour ces jeux. **IXe jeux de la Francophonie : la secrétaire générale Louise Mushikiwabo attendue à Kinshasa.** Pendant que, plusieurs Congolais semblaient contester l'arrivée de madame Louise Mushikiwabo à cause de l'implication de son pays le Rwanda dans l'agression contre la RDC en soutenant les rebelles du M23, la ministre de la Culture et des Arts, Catherine Katungu Furaha, confirme sa venue à Kinshasa. **Plusieurs joueuses de « Nzango » s'entraînent au stade des Martyrs.** C'est pour la première fois que le Nzango va être joué aux Jeux de la Francophonie. La directrice nationale de la fédération congolaise de Nzango, s'en réjouit. Elle explique que Nzango se joue en utilisant le chant, la danse avec un rythme, en tapant dans les mains en même temps. En 2015, le Nzango avait été déjà exécuté aux Jeux africains à Brazzaville.

Jean-Pierre Bemba exhorte les lauréats de l'Ecole de guerre à faire preuve de l'honneur, la réussite et l'excellence. Le ministre de la Défense et Anciens combattants, s'est adressé aux 24 officiers dont 18 congolais et 6 de nationalité camerounaise et centrafricaine, lauréats de l'école de guerre de Kinshasa « vous devez en être

conscients et retenir qu'un officier doit éviter trois maux : la honte, le parjure et l'échec et doit aimer trois vertus : l'honneur, la réussite et l'excellence. Je crois ne vous avoir rien appris en cette matière. Vous êtes tenus de servir la République partout où il sera nécessaire, en temps de paix tout comme sur pied de guerre et surtout contribuer à sa pacification ». Les 18 officiers congolais sont mis à la disposition de l'Etat-major général des Fardc. Depuis son ouverture en 2020, l'Ecole de guerre de Kinshasa a breveté 74 officiers.

Pénurie d'eau potable à Goma et Nyiragongo : les propriétaires des camions citernes tentent de combler le déficit. Les consommateurs d'eau transportée par ces camions citernes doutent, en effet, de sa qualité. Ils affirment que la plupart des tanks qui transportent l'eau ne sont pas entretenus. Certains camions citernes puisent directement l'eau dans le lac et la distribue directement aux consommateurs, alors que d'autres puisent auprès de la Regideso. La pénurie d'eau dans certains quartiers de la ville et dans une partie du territoire de Nyiragongo constitue un problème sérieux d'hygiène et expose les habitants de ces entités à des maladies d'origine hydrique.

Mongala : les chefs coutumiers appellent les habitants à la cohésion et à la paix. Selon le président des chefs coutumiers de la Mongala « la population mongalaise est appelée à être calme, à travailler dans l'unité pour un bon développement de notre province. Évitions les charlatans. Nous sommes appelés à être unis pour que notre province puisse avoir une certaine prospérité ». Il a par ailleurs invité les habitants de Mongala à barrer la route à tous ceux qui font l'apologie de la division dans ce coin du pays.

Kasaï-Oriental : le gouverneur Patrick Matthias Kabeya mis en accusation par les députés provinciaux. Suite à l'examen et adoption du rapport des commissions d'enquêtes parlementaires effectuées au mois de juin dernier auprès du gouvernement provincial et des services publics locaux. Ce rapport d'enquêtes parlementaires était assorti des quelques recommandations dont la mise en accusation du gouverneur de province, pour n'avoir pas répondu pendant 30 jours, à l'invitation de la commission d'enquête. Cette attitude a été considérée comme «outrage à la première institution provinciale ». Une autre recommandation est la motion de défiance contre le gouverneur de province pour détournement des deniers publics et des véhicules destinés à la province. La non-exécution du budget et la surfacturation du projet des réserves stratégiques, figurent parmi les reproches faits au gouverneur du Kasaï-Oriental. Cette disposition de mise en accusation concerne aussi les ministres provinciaux des Finances et de l'Agriculture pour « complicité dans le détournement ». Sur les dix-neuf députés provinciaux présents à la séance plénière de lundi, dix-sept ont voté pour la mise en accusation du gouverneur.

Ituri : le PDDRC-S éprouve des difficultés dans sa phase de mise en œuvre. Au cours de la rencontre qui a réuni tous les partenaires impliqués dans ce programme en Ituri, certains membres du bureau de coordination provinciale ont exprimé à la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Bintou Keita, les défis auxquels ils sont confrontés dans la mise en œuvre de toutes les activités prévues dans l'exécution de ce programme. Ils citent entre autres le problème d'infrastructures pour accueillir les miliciens qui déposent les armes. Mais aussi l'accès aux zones où les groupes armés sont encore actifs pour leur sensibilisation. « Le plan opérationnel provincial est un document qui nous définit toutes les activités en termes de planification et de stratégies. Et comme ce document n'est pas validé, nous sommes en train de patauger. On n'est pas en train de travailler comme il se devait parce qu'il n'y a pas de ligne directrice ». Bintou Keita, a insisté sur la nécessité de renforcer le système de sensibilisation des groupes armés.

Uvira : journée ville morte pour protester contre la venue du ministre des Infrastructures. A travers cette manifestation, la Nouvelle société civile congolaise réclame la réhabilitation des routes dans la ville et le territoire d'Uvira. Mais le maire d'Uvira, invite à l'apaisement car, selon lui, des journées ville morte sont toujours improductives et pénalisent inutilement la pauvre population civile locale. « Pour moi, cette action n'a pas de raison d'être, puisque le gouvernement a déjà commencé la construction de la route entre Kalundu et le rondpoint Kavimvira. La première étape c'est l'étude. Et le contrat signé avec deux entrepreneurs se trouve déjà sur le bureau de la mairie. Dans leur mémorandum, la NSCC demande la construction de route alors que cette route est dans sa première phase ». Selon lui, la route entre Uvira et Bukavu figure dans son programme d'action du gouvernement.

Manifestation à Kinshasa contre les dirigeants rwandais. Le Réseau des citoyens pour un Avenir à tous a organisé mardi 25 juillet un sit-in devant l'Ambassade de France à Kinshasa. Les manifestants ont exigé des sanctions contre le président Paul Kagame et les dignitaires de son régime et demandé l'isolement diplomatiquement du Rwanda en tenant compte de la sphère d'influence de la France. La RDC accuse le Rwanda d'agression, sous couvert de la rébellion du M23.

La CENI va délivrer les duplicatas des cartes d'électeur à partir du 2 août 2023. Dans son communiqué de presse publié mardi 25 juillet, la Ceni indique que cette opération concerne les électeurs qui ont perdu leurs

cartes ainsi que les détenteurs des cartes d'électeur dont les écrits se sont effacés au fil des jours. Pour l'électeur ayant perdu sa carte d'électeur, il doit faire attester cette perte auprès d'un officier de police judiciaire qui lui délivre un procès-verbal de perte de la carte d'électeur. Il se présente ensuite à l'antenne de la CENI du ressort de son centre d'inscription muni dudit procès-verbal. Il sera donc appelé à remplir un formulaire de demande de duplicata, si le chef d'antenne de la CENI ou son délégué confirme qu'il était bien inscrit à l'un des centres d'inscription du ressort de l'Antenne. En ce qui concerne les électeurs dont les écrits sur la carte se sont effacés ou sont devenus illisibles, ils sont priés de se présenter aux antennes de la CENI du ressort de centre d'inscription munis de la carte défectueuse pour se faire délivrer la carte d'électeur de remplacement.

Mercredi 26 juillet.

Kolwezi : démarrage des travaux de construction du nouveau bâtiment de l'INPP. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme d'action du gouvernement 2021-2023. Le Directeur général de l'Institut national de préparation professionnelle (INPP) a indiqué que ce projet est le fruit de la coopération bilatérale RDC-Chine. Il a fait savoir qu'un complexe de neuf bâtiments modernes sera construit en ce lieu dénommé « Mandrandele ». Cette bâtisse aura des salles de formation pour divers métiers, essentiellement dans le secteur minier, des locaux pour machines, des ateliers et laboratoires géologiques, des bâtiments administratifs servant des bureaux, des dortoirs avec une capacité d'accueil de 250 stagiaires et formateurs hommes et femmes. L'INPP a également prévu d'y rédiger un centre de formation et des contrôles techniques automobiles, un centre médical, une salle polyvalente, une cuisine et une cantine, deux espaces réservés à la pâtisserie et au plat froid, un parking, un terrain de basket, un bassin d'eau pour lutter contre les incendies et d'un dispositif mécanique d'évacuation des fumées.

Législatives nationales : 412 dossiers de candidature recensés au Kwango. « Il y a eu au moins 370 hommes et 42 femmes. Ce qui signifie qu'il y a eu engouement du début tout comme à la fin de l'opération ici au niveau de notre province du Kwango. Chose étonnante, nous avons constaté qu'il n'y a eu aucun indépendant » a expliqué le secrétaire exécutif provincial de la Ceni. Le taux de participation aux législatives en 2023 est supérieur par rapport au cycle de 2018 où cette province avait réceptionné 326 dossiers de candidatures.

Ituri : Bintou Keita promet de plaider pour l'accélération de la mise en œuvre du PDDRCS. La cheffe de la Monusco, Bintou Keita a assuré, aux déplacés du site de Lala, territoire de Djugu, qu'elle va plaider auprès des autorités congolaises pour l'accélération de la mise en œuvre du programme de désarmement des miliciens dans ce coin du pays. Elle l'a dit aux familles des 46 victimes des massacres du 12 juin qui sollicitent leur relocalisation afin qu'ils soient à l'abri des hommes armés. Certains déplacés encore traumatisés préfèrent dormir hors du site.

Beni : poursuite des travaux de nettoyage du centre de santé de Maleki. Les Fardc et la population civile de Maleki, territoire de Beni organisent, chaque samedi et mercredi de la semaine, les travaux de nettoyage du centre de santé de ce village. Ces travaux consistent notamment à remettre le centre de santé de Maleki accessible et opérationnel pour les patients et le personnel soignant. Pour l'infirmier-titulaire de cet établissement sanitaire, la reprise des activités dans ce centre dépend surtout du retour de la paix et de la population déplacée. Le centre de santé de Maleki avait été fermé en 2019 à la suite des attaques des rebelles des ADF dans cette localité.

IXe Jeux de la Francophonie : « La RDC va aligner plus de 70 compétiteurs en athlétisme », précise Jean-Paul Masanga, l'entraîneur de l'équipe nationale d'athlétisme. Il a précisé que les séances d'entraînements se déroulent dans de bonnes conditions. **Louise Mushikiwabo n'a pas besoin d'invitation pour venir assister aux IXes Jeux de la Francophonie.** « Sur le plan institutionnel, les organisateurs des jeux, c'est la Francophonie et le pays hôte, qui offrent ses services. Par conséquent, il n'est pas prévu une invitation particulière pour le secrétaire général de l'OIF. On n'invite pas l'organisateur ! », a affirmé le ministre des Affaires étrangères. Il réagissait ainsi aux propos tenus le 25 juillet à l'AFP par le porte-parole de la secrétaire générale de l'OIF, qui annonçait que celle-ci ne se rendrait pas à Kinshasa pour n'avoir pas reçu l'invitation formelle des autorités congolaises. **Les prix et les lieux de vente des billets d'entrée toujours pas connus.** Le directeur du comité national, signale que les billets et les bracelets ne sont pas encore disponibles à Kinshasa : « nous les avons fait fabriquer en France. Ils arrivent ce mercredi soir. Et dès qu'ils arrivent, nous allons les déployer dans les sites prévus pour la vente et la distribution gratuite pour la cérémonie d'ouverture ».

Kinshasa accueillie la conférence sur les projets de coopération entre les universités de Grands Lacs. L'Agence universitaire francophone (AUF) organise, du 25 au 26 juillet, la conférence sur les projets de coopération entre les universités de la région des Grands lacs. Pour le recteur de l'AUF, cette conférence n'est

pas scientifique, ni protocolaire : « L'idée, c'est de réfléchir collectivement sur les projets à mettre en place, les projets de coopération. Mais c'est une rencontre de gouvernance. C'est une rencontre qui veut mieux gouverner le réseautage et la coopération internationale à l'intérieur de l'Afrique Centrale et de Grands Lacs ». Parlant de la pénétration de la langue anglaise dans le monde francophone, le vice-président de l'AUF, affirme qu'il s'agit plutôt d'une complémentarité entre les deux langues. Le recteur de l'Université de Kinshasa (UNIKIN), a déploré que la plupart des établissements universitaires de la région manquent des infrastructures équipées.

Kongo-Central : la Snel attribue la détérioration de la desserte électrique aux pannes des machines à Inga.

Le Directeur provincial de la Snel au Kongo-Central, a assuré que les travaux de réparation de ces machines s'achèvent incessamment « et non seulement la situation redeviendra à la normale, mais également la desserte en énergie électrique sera améliorée ». Ces travaux de réfection se font par des experts venus de l'Europe et ceux de la Snel. Il a également attribué cette situation à la saison sèche qui provoque souvent l'étiage sur le fleuve Congo.

Suspension du trafic sur l'axe Aru-Isiro. Des opérateurs économiques membre de la FEC ont levé cette option lors de leur assemblée pour fustiger la multiplicité des taxes et les tracasseries qu'ils disent subir sur cet axe routier. Ils affirment payer chaque semaine entre 200, 1500 voire 2000 USD aux différents services de contrôle sur cette route, reliant les provinces de l'Ituri, Bas-Uele et Haut-Uele. A travers cette route, ils ravitaillent les grands centres commerciaux à Aru en Ituri et Isiro dans la province voisine du Haut Uelé. La suspension du trafic sur cet axe affecte de nombreux habitants d'Aru qui dépendent économiquement du trafic régulier avec le Haut-Uelé.

Sud-Kivu : le ministère des Mines retire l'agrément à la société minière Congo gold raffinerie, basée à Bukavu. La ministre des Mines a motivé cette déchéance d'agrément par le « non-respect par Congo gold raffinerie des obligations sociales, notamment celles relatives à l'élaboration du cahier des charges des responsabilités sociétales ». Ce qui étonne des experts qui brandissent le code minier « seuls les titulaires des droits miniers d'exploitation et d'autorisation d'exploitation des carrières sont soumis à cette obligation » affirment-ils.

La raffinerie d'or, première en RDC, est une usine de transformation moderne de presque 1200 m².

Beni : interdiction d'inhumation à domicile dans la commune de Beu. « Je demande d'arrêter d'enterrer les morts dans les parcelles. Il faut que tout le monde puisse désormais se diriger à Itanda où il y a un cimetière public pour tout le monde. C'est ici le lieu approprié pour enterrer nos morts. Il y aura tout un service au cimetière qui va fonctionner, il y aura une petite taxe qu'on commencera à payer qui servira pour l'entretien du cimetière et l'obtention des documents liés à l'inhumation », a indiqué le bourgmestre de la commune de Beu, ville de Beni.

Kongo-Central : plaidoyer pour la protection du parc marin des mangroves, situé à Moanda. Le directeur chef du site du parc marin des mangroves, a alerté le fait que le Parc Marin des mangroves fait face à une forte demande en charbon de bois et en bois de chauffe. Il a regretté que des communautés locales recourent également à une mauvaise pratique des pêches dans les zones frayeurs de cette aire protégée. Selon lui, les zones de frayère sont aussi affectées à la suite de la reproduction des poissons.

Bandundu : formation de 50 animateurs de terrain sur le processus électoral. Selon le point focal de l'ASBL, Réseau d'Education Civique au Congo (RECIC) l'objectif est d'outiller ces animateurs en matière électorale, avant les prochaines élections. « Il s'avère donc indispensable de déployer les animateurs sur terrain afin de sensibiliser et de mobiliser la population à prendre part activement et avec responsabilité audit processus ». Ce forum s'inscrit dans le cadre du projet intitulé : « mobilisation de l'électorat pour un processus électoral démocratique, crédible, apaisé et inclusif qui pointe à l'horizon en RDC ». Les cinquante animateurs électoraux qui ont été formés seront utilisés comme observateurs électoraux.

Huit milliards USD du secteur de la sous-traitance échappent à l'Etat (Miguel Katemb). Ceci ressort du rapport que le Directeur général de l'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé. « Cette époque est révolue, cet argent doit rester dans le pays pour contribuer au budget national, pour diminuer la pauvreté dans notre pays ». Il a déploré que les sociétés de sous-traitance appartenant au Congolais soient moins nombreuses dans la ville de Kinshasa. « La plupart des sociétés comme les télécoms et les brassicoles pensaient qu'ils n'étaient pas concernées par la sous-traitance. Nous les avons fait adhérer maintenant. Mais pour les autres provinces comme dans le secteur minier, ce sont les provinces qui ont été averties, qui étaient déjà régies par rapport à la sous-traitance ». Il a promis de faire de la sous-traitance le moteur de développement.

Maniema : l'ONG AGIREC déplore la complicité des agents de l'Etat dans le trafic de drogue. Selon le coordonnateur de l'ONG Agir pour la reconstruction de notre espace et la convivialité (AGIREC) « lundi 24 juillet vers 20 h, 12 grands sacs remplis de chanvre ont été interceptés à Kalima en provenance de Kindu sous la corruption des agents commis aux barrières d'Alunguli, Muyengo et Kingombe pour le contrôle et fouille des bagages. C'est pourquoi l'ONG AGIREC dénonce avec énergie les comportements de certains agents de sécurité commis aux différentes barrières et recommande aux autorités provinciales et locales de sanctionner sévèrement ceux qui s'adonnent à ce genre de trafic et leurs complices entre autres les vendeurs et les acheteurs ».

Nord-Kivu : paralysie des activités socio-économiques ce mercredi à Butembo, à la suite du mot d'ordre de ville morte lancé par la société civile locale, en collaboration avec des groupes dits de pression et mouvements citoyens. Au centre commercial : boutiques, magasins, banques et les officines de pharmacies sont restés fermés. Mais du côté du marché central, des tenanciers de kiosques ou encore des vendeurs de produits alimentaires ont étalé leurs marchandises. Les conducteurs de motos taxi exercent normalement leurs activités. La situation est restée tendue vers le nord de la ville, où des jeunes et les éléments de la police se regardent en chiens de faïence. Quelques coups de feu ont même été entendus ce matin dans cette partie de la ville.

Affaire Biselele : ACAJ appelle aux enquêtes contre les auteurs de publications des vidéos pornographiques, de l'ex-conseiller privé du chef de l'Etat, Fortunat Biselele. Ces vidéos, balancées sur les réseaux sociaux, portent atteinte à la vie privée de certains prévenus. Le président de cette structure, dit avoir saisi les autorités compétentes parce que « nous avons constaté que ces faits impliquent les agents de la police et des services de renseignements ANR. Les éléments en notre possession établissent clairement leur responsabilité ». Selon lui, ces images participent à la corruption de l'éducation de nos enfants.

Lubumbashi : plus de 100 personnes en formation sur le métier de sapeur-pompier. Cette première phase de formation placée sous le thème « Sauver ou périr » est organisée en prévision de la création d'un régiment de sapeurs-pompier. Cette structure devra faire face à la multiplicité des cas d'incendie enregistrés dans cette ville. Le commandant de la Brigade des sapeurs-pompier du Haut-Katanga, s'est réjoui de constater que les autorités provinciales prennent déjà des dispositions.

Des jeunes accentuent l'insécurité dans différents quartiers de Mbuji-Mayi. Des cas d'insécurité sont causés ces derniers jours par des groupes de jeunes qui se bagarrent en longueur des journées avec des armes blanches dans quelques quartiers de la ville de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Aux heures du soir, ces jeunes extorquent et arrachent les sacs des femmes et les biens de valeurs des passants. Ils créent ainsi la panique au sein de la population locale. Il demande à la population de dénoncer les personnes suspectes qui sont dans leurs quartiers.

La ville de Bunia dotée de son premier camion anti-incendie. Il a été acheté par les importateurs des produits pétroliers, qui l'ont remis officiellement mardi 25 juillet au gouverneur de la province de l'Ituri. D'une capacité de 15 000 litres, ce camion anti-incendie vient répondre aux besoins et demandes de milliers d'habitants de Bunia. Depuis le début de l'année, en effet, au moins dix cas d'incendie ont été enregistrés.

Jeudi 27 juillet.

Goma : les victimes de la guerre du M23 déposent une plainte contre cette rébellion. Cette plainte cible les grandes personnalités politiques et militaires du M23, « puisqu'elles sont tantôt, les exécutants psychologique et matériels des affaires, des massacres, des violations graves et abus des droits de l'homme, auxquels les populations de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi sont victimes jusqu'à présent » a affirmé le porte-parole de ce collectif des victimes de la guerre du M23. Ce collectif a voulu également que les victimes puissent trouver réparation. Il parle de 1060 personnes tuées dans ces trois territoires à l'intervalle d'une année, soit du 13 juin 2022 à ce jour.

Nord Kivu : 105 personnes sensibilisées contre la désinformation à Eringeti. Ce fléau profite aux rebelles ADF. Le porte-parole des opérations militaires Sokola 1, a ainsi invité la population de ce coin du pays à travailler en collaboration avec les forces de défense et de sécurité pour mettre fin à l'insécurité à Eringeti. Les Fardc ont en outre échangé avec cette population sur l'intoxication de la guerre.

Le gouvernement évalue le montant à payer à la SOPECO, 8 ans après sa prestation sur la RN1. Le gouvernement a demandé aux experts de l'Agence congolaise de grands travaux (ACGT) et ceux de l'Office des routes (OR) d'évaluer le montant à payer à la Société congolaise des péages (SOPECO) ayant travaillé durant 8 ans sur la route Kinshasa-Matadi. Cette requête a été formulée par le ministre d'Etat en charge des Infrastructures.

Ituri : plus de 430 000 déplacés ont regagné leurs villages depuis janvier dernier. Le gouverneur de l'Ituri, a livré ces statistiques au cours de sa rencontre avec la cheffe de la Monusco, Bintou Keita à Bunia. Il a attribué le retour de ces personnes au retour progressif de l'accalmie depuis quelque mois dans cette contrée. « Ce mouvement retour progressif est observé dans tous les cinq territoires : 226 000 personnes à Djugu, 109 000 à Irumu, 74 000 à Mahagi et 19 000 à Mambasa ». Selon les autorités provinciales, l'Ituri compte à ce jour 1 738 000 déplacés dont 7 311 réfugiés du Soudan installés au site de Biringi dans le territoire d'Aru. Ces déplacés vivent dans des conditions difficiles et ont besoins d'une aide d'urgence, ont déclaré les humanitaires à la cheffe de la Monusco. **Ituri : les communautés conditionnent le retrait de la Monusco au retour de la paix.** « La Monusco doit transférer ses compétences sur le plan sécuritaire aux Fardc et à la Police nationale. Il y a encore des exactions de certains éléments égarés des groupes armés qui n'acceptent pas les processus de désarmement ou la paix pour que la population soit protégée. Avant que la Monusco ne puisse décidée de son départ, il faudrait qu'il y ait un plan de protection de la population dans les zones qui sont occupées ». Les notables de l'Ituri ont également demandé au leadership de la Monusco d'aider le gouvernement à restaurer l'autorité de l'Etat dans toutes les entités occupées par les groupes armés en Ituri.

Rébellion du M23 : hausse de prix des produits à Kanyabayonga. Le président de la société civile de Kanyabayonga, attribuent cette situation à la rébellion du M23 ayant occupé les territoires de Rutshuru, Masisi et Nyirangongo. « Les gens qui se rendent au champ on leur demande 1000 FC par semaine. Ceux qui n'ont pas cette somme, sont obligés de rester à la maison ». Il a en outre noté la fermeture de la route Butembo-Goma. La circulation des biens et marchandises est devenue difficile voire impossible à Kanyabayonga et ses environs.

Kasaï-Oriental : mise en accusation du gouverneur Kabeya. L'Assemblée provinciale du Kasaï-Oriental a mis, depuis lundi 24 juillet, le gouverneur en accusation devant la Cour de cassation. Ils lui reprochent des griefs dont l'outrage à l'organe délibérant et le détournement des deniers publics. Ils ont voté cette décision à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée provinciale du Kasaï-Oriental. Selon la loi, le gouverneur ne disposait que de 24 h, après sa mise en accusation, soit mardi dernier, pour présenter sa lettre de démission. Le même mardi, le gouverneur du Kasaï-Oriental a rejeté en bloc les griefs retenus contre lui.

Reprise du trafic ferroviaire entre Kananga et Mwene-Ditu, deux semaines après sa suspension à la suite d'un éboulement de terre. Cette catastrophe naturelle s'est produite sur la voie ferrée entre les gares Kele et Lubi, aux kilomètres 505 et 506, territoire de Kamiji (Mwene-Duti). Le coordonnateur d'exploitation de la SNCC/Mwene-Ditu affirme que son entreprise a débloqué des moyens conséquents pour remblayer cet éboulement de terre. L'équipe sur le terrain s'est frayé une déviation sur laquelle une variante a été posée.

Kalemie : pénurie d'eau potable dans plusieurs quartiers de la ville. Depuis l'avènement du phénomène dénommé « Saba-Saba » (un vent qui souffle et qui agite le lac Tanganyika depuis 7 jours,), la Regideso « n'est plus en mesure de donner à la population de l'eau comme il se doit, donc on donne l'eau à la population de manière sectorielle. C'est que quand le lac n'est pas agité, on voit quel quartier approvisionner et ainsi de suite ». Cette pénurie favorise le risque de propagation de l'épidémie de choléra, indique le médecin chef de zone de santé.

Nord-Kivu : 9 morts sur les 141 détenus transférés de Rutshuru à Butembo en une année. Le coordonnateur de l'ONG Réseau pour les droits de l'homme a indiqué qu'une quarantaine de ces détenus ont déjà été libérés tandis que 80 autres seraient illégalement détenus. C'est dans ce cadre qu'il a demandé aux autorités judiciaires d'accélérer l'examen des dossiers des détenus transférés de Rutshuru à la prison de Kakwangura (Butembo). Cela permettra que ces détenus soient fixés sur leur sort.

Lubumbashi : les écoles interdites de percevoir les frais de réinscription, a prévenu, le 26 juillet, le sous-directeur de la province éducationnelle Haut Katanga 1. Il précise qu'à la suite de dénonciations des parents, il s'est avéré qu'une école a demandé 100 USD pour les frais de réinscription. Il a donc demandé aux responsables de cette école de reverser les 100 USD aux frais de minerval du mois de septembre et du mois d'octobre.

Maniema : validation de 5 projets de réhabilitation des pistes rurales, par les membres de la commission provinciale routière. Les 5 axes routiers retenus sont : Kunda-Bikenge (long de 80 km) ; Lusumba-Kama (77km) ; Kailo-Elila (33,8 km) ; Wamaza-Abimba (35 km) et Saidi-Kalulu (34 km).

Meurtre de Chérubin Okende : Matata, Katumbi et Sesanga exigent la démission de juges Kamuleta et Lumu, pour « suspicion légitime sur les circonstances » du meurtre du député Chérubin Okende. « Nous requérons par cette missive le dépôt simplement de votre démission afin d'aider la justice, au terme d'une enquête indépendante, d'établir dans la sérénité et l'indépendance les responsabilités des uns et des autres »,

écrivent les trois opposants. Ils reprochent aux concernés de s'être adressés aux médias pour communiquer l'évolution des enquêtes sur ce meurtre ; alors que durant leurs fonctions, il leur est « interdit de prendre une position publique ni donner une consultation sur des questions ayant fait ou susceptibles de faire l'objet de décision de la Cour ». Augustin Matata, Delly Sesanga et Moïse Katumbi évoquent aussi « l'enlèvement de l'honorable Chérubin dans l'enceinte de la même Cour », où il était invité. De ce fait, ils invitent le président de la Cour constitutionnelle, Dieudonné Kamuleta à « se mettre à la disposition de la justice pour l'éclairer » sur cette affaire.

Bunia : un militaire des Fardc condamné à mort pour meurtre de 13 personnes à Tchomia. Le verdict a été rendu ce 27 juillet par le tribunal militaire garnison de l'Ituri à Bunia. Il a été reconnu coupable de plusieurs griefs: meurtre, tentative de meurtre dissipation des munitions de guerre et d'outrage à l'armée. Ce militaire en colère avait tiré à bout portant sur un groupe de gens et tué treize personnes en majorité des enfants, dans la nuit de samedi 22 juillet à Tchomia, un centre de négoce situé à près de 50 km de Bunia.

Bukavu : les Pays-Bas appuient l'ONG CORDAID avec 13 millions USD. Le Royaume des Pays-Bas décide d'appuyer financièrement la lutte contre les violences basées sur le genre avec une enveloppe de 13 millions USD, à travers la deuxième phase du projet stabilité genre et garantie communautaire dit "S3G2". Ce projet, mis en œuvre par CORDAID dans les provinces du Nord et Sud-Kivu pour une durée de quatre ans, a été lancé par la ministre provinciale de la santé ce 27 juillet à Bukavu. "Nous avons la réponse multisectorielle aux violences basées sur le genre. Le projet vise la mise en place des centres à guichet unique que nous appelons les One stop center", qui met en œuvre tous les quatre piliers des cas de violences sexuelles basées sur le genre en un seul endroit, dans hôpitaux généraux de référence ou des centres de santé de référence : la prise en charge médicale, la prise en charge psycho-sociale, la prise en charge juridique ou judiciaire et la réinsertion socioéconomique.

Vendredi 28 juillet.

IXe Jeux de la Francophonie : Basket : la RDC domine le Tchad (97-17), jeudi 27 juillet, match joué aux Gymnases jumelés du stade des Martyrs, à Kinshasa. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des IXe Jeux de la Francophonie dont la cérémonie d'ouverture est prévue ce vendredi 28 juillet à partir de 18 heures, au stade des Martyrs. Les dispositifs sécuritaires sont renforcés et des points de contrôle sont placés à l'entrée, voire à l'intérieur de ce stade. « Vendredi pour l'ouverture des jeux au stade des Martyrs, nous voulons que tout le monde arbore son drapeau pour célébrer notre pays avec tous les autres qui viendront chez nous ». Le porte-parole du gouvernement congolais, souhaite une participation massive des Kinois à ces jeux. **Seth Kikuni : « Les Jeux de la Francophonie sont une opportunité de montrer que ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise ».** Selon le président national du parti politique Piste pour l'Émergence « il est vrai que les Jeux de la Francophonie interviennent dans un contexte de conflits et des crises, mais ces jeux sont aussi une opportunité pour nous de montrer au monde entier que ce qui nous unit, est beaucoup plus fort que ce qui nous divise ». Pour ce candidat malheureux à la présidentielle de 2018, cela rappelle aux Congolais les principes et valeurs comme : la discipline, l'esprit d'équipe, le respect mutuel, le fair-play, l'amitié, la tolérance, l'humilité et le sens de l'honneur. Pour lui, ces jeux rappellent en outre qu'on peut être adversaire sur terrain, sans être ennemis et nous rappellent qu'un vrai champion est celui qui respecte les règles du jeu avant, pendant et après la compétition. Il a invité les athlètes congolais à faire rêver tout au long de cette activité sportive. **Plaidoyer pour la réouverture des écrans géants à Kindu.** Le coordonnateur du mouvement citoyen « Le Citoyen Inconnu » qui a demandé cela, au gouverneur ad intérim du Maniema, est persuadé que la population de Kindu a des leçons à tirer de ces jeux, surtout le fair-play et l'amitié.

IXe Jeux de la Francophonie : exposition des œuvres d'art ethniques à Kinshasa. « Le centre culture Boboto a décidé d'organiser cette grande exposition pour donner un espace aux jeunes artistes congolais de pouvoir exprimer et de montrer aux yeux du monde les différentes réalisations artistiques qu'ils font dans le cadre de leur profession ». A travers cette exposition d'arts, ils se proposent également de montrer au monde que les artistes congolais ont réapproprié l'art ethnique de leur pays. **Ituri : au moins 100 athlètes déçus de ne pas participer aux IXes Jeux Francophonie,** par manque des moyens. Ils dénoncent, ce vendredi 28 juillet à Bunia, le manque d'accompagnement des autorités nationales et provinciales. Et pourtant, ces athlètes se sont entraînés pendant près de deux mois pour participer à cette compétition, affirment leurs entraîneurs. **La cérémonie d'ouverture mettra en scène la culture de la RDC, ses richesses et sa modernité.** Le spectacle fera voyager les téléspectateurs et spectateurs le long du fleuve Congo, des forêts du bassin du Congo jusqu'à Kinshasa, ville hôte des Jeux et première ville Francophone du monde à la singulière réalité urbaine. Le message de cette cérémonie sera centré également sur la promotion de la jeunesse et de l'union. **Félix Tshisekedi salue la solidarité des Francophones avec la RDC, victime d'une agression injuste.** Selon le Président Félix Tshisekedi, il ouvre les IXes Jeux de la Francophonie pour célébrer cette communauté qui réunit les peuples grâce à la langue française. Mais aussi, ajoute-t-il, pour célébrer l'amitié, la solidarité et la complémentarité entre les peuples dans la

diversité culturelle. Il fait remarquer qu'il n'y a pas meilleure assurance-vie pour la Francophonie que l'implication de la jeunesse que les dirigeants ont le devoir de préparer à la reprise et à l'entretien du flambeau allumé. **L'administratrice de l'OIF exprime sa gratitude envers la RDC**, qui ont déployé leur passion et leur dévouement pour donner naissance » à cette édition. Ces jeux renforcent l'unité de 90 Etats membres de l'Organisation internationale de la Francophonie et « transcendent les frontières, les cultures et les langues pour nous unir sur une même bannière, qu'est la Francophonie. Les jeux de la Francophonie, c'est plus qu'une compétition. Ils sont l'expression de notre humanité partagée (...) Ils sont le reflet de nos valeurs universelle, le symbole de notre engagement pour un avenir meilleur».

Kinshasa : inauguration du Centre d'employabilité francophone et du campus numérique, en marge des IXe Jeux de la Francophonie. A en croire le recteur de l'Agence universitaire francophone (AUF), ces structures se proposent d'amener les chefs d'entreprises et les organisations à collaborer avec les étudiants. Ce centre installé dans l'enceinte de l'Université de Kinshasa (UNIKIN), est dédié à la préparation de l'insertion professionnelle des étudiants francophones et au développement des activités de l'entrepreneuriat. Selon lui, l'aménagement de ce centre est fait comme une entreprise mais pas comme une salle de classe classique. Ce centre aura notamment pour rôle de former les enseignants : « Vous allez avoir des enseignants ici, des administratifs qui, eux, seront formés comme des tuteurs, des coaches pour accompagner nos étudiants. Mais aussi, la réussite d'un tel centre intégré des services demande la présence des futurs employeurs ».

Ituri : plus de 900 personnes tuées depuis janvier 2023, selon la Monusco, dans les territoires de Djugu, Irumu et Mambasa. Pendant deux jours, les experts miniers, ainsi que les différents notables de Djugu et Mambasa réfléchissent autour des questions liées à la « gestion et exploitation des minerais » qui alimentent les groupes armés dans leurs entités respectives. L'objectif est d'identifier les liens entre les conflits armés et l'exploitation des minerais qui alimente les groupes armés dans ce coin du pays. Les populations civiles sont tuées à la suite des conflits armés liés à l'exploitation illicite des minerais. Selon le directeur général de l'Organisation Congo Peace Center, qui pilote ce projet dans trois villes du pays à savoir, Bunia, Bukavu et Beni, les recommandations qui sortiront de ces échanges seront déposées au bureau du secrétariat technique du processus de Nairobi.

Nord-Kivu : décès d'un soldat rwandais dans un échange des tirs avec les Fardc. « Les militaires rwandais ont pénétré, en traversant notre frontière. Ils se sont retrouvés sur le sol congolais au niveau des bornes 13 et 17. et ont commencé à chasser les cultivateurs. Alertés, les éléments des Fardc commis à la protection de notre frontière, sont allés à la rescousse de ces cultivateurs. Du coup, l'armée rwandaise a commencé à tirer sur nos éléments. Il s'en est suivi un échange des tirs ». Un militaire de l'armée rwandaise est tombé. Le corps a été récupéré par ses compagnons d'armes ». Des incidents sécuritaires impliquant les deux armées dans cette partie de Nyiragongo sont récurrents. Les deux armées s'accusent de violation des limites.

Tanganyika : manque d'intrants pour lutter contre le choléra à Kalemie et Nyemba, qui sévit, depuis janvier dernier. A en croire le médecin chef de zone de santé de Nyemba, la chloration et même la désinfection manquent. Pour lui, les centres de traitement des malades de cholera sont débordés faute d'intrants nécessaires pour lutter contre cette épidémie. Malgré ce manque d'intrants, le nombre de cas dus au choléra connaît une baisse. Selon lui, le nombre de cas de choléra est passé, en une semaine, de 250 à 200.

Inondations de Kalehe : organisation des cours de rattrapage pour les élèves sinistrés. Le directeur de la province éducationnelle Sud-Kivu 1, a rappelé que 1012 élèves avaient été soit décédés soit portés disparus et 14 décès parmi les enseignants dans cette entité scolaire. « Au total, 33 écoles avaient été touchées par cette calamité naturelle. Alors, les cours dans ces écoles-là étaient momentanément arrêtés ».

Beni : 9 cas de meurtre et 850 maisons cambriolées en deux mois, dans la ville de Beni. Le président de la société de Beni, a exprimé son inquiétude de la persistance de l'insécurité dans cette ville du Nord Kivu. Il a demandé la levée de l'état de siège qui, selon elle, n'a pas produit de résultats escomptés. Au chapitre social, il a dénoncé la hausse de 100 % du prix du bidon de 20 litres d'eau à la borne fontaine. De 50 FC, le même bidon coûte désormais 100 FC. Enfin, la société civile de Beni dénonce les perturbations récurrentes d'électricité.

Ituri : plus de 50 cas de viol enregistrés chaque mois à Bunia, selon SOFEPADI. La coordonnatrice de l'ONG Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral (SOFEPADI) a précisé que 70% de ces victimes sont des enfants de moins de 17 ans qui viennent essentiellement de la ville de Bunia et des villages environnants. Certaines femmes et jeunes filles violées notamment par des civils ont développé des fistules, principalement dans des zones où opèrent des groupes armés. Cette organisation note que les dénonciations des cas de viols et les sollicitations de prise en charge des victimes sont plus courantes. Elle attribue cette forte

demande à une grande sensibilisation menée par son ONG contre ce fléau. L'ONG SOFEPADI vient de se doter d'un centre hospitalier construit grâce au financement de Trocaire pour réparer les femmes fistuleuses.

Kasindi : arrestation de 7 personnes pour non-respect des mesures de salubrité. La société civile salue certes cette initiative de la police mais elle demande aux autorités d'installer des poubelles publiques pour permettre à la population d'y déverser ses ordures et appelle la police à faire preuve de tolérance. Pour sa part, la police estime que ces arrestations ont un caractère pédagogique.

RDC : au moins 23 millions d'enfants visés dans la campagne de vaccination contre la polio. La première phase de cette activité, du 27 au 29 juillet, concerne les provinces du Nord et Sud-Ubangi, de la Mongala, de l'Equateur, de la Tshuapa, du Kasai, du Kwilu, du Kasai Central, du Kongo central et de Kinshasa. La deuxième phase, du 10 au 12 août concernera le deuxième bloc de 15 autres provinces du pays. Le vice-ministre de la Santé, a expliqué que plusieurs stratégies seront appliqués notamment celle de porte-porte afin d'atteindre les enfants.

La Russie et la RDC signent le protocole d'exemption réciproque des visas. « Ça signifie que les Congolais, tout comme les Russes, qui sont détenteurs des passeports de services et passeports diplomatiques ne seront plus astreints aux visas. Ils peuvent voyager pour de courts séjours sans visa entre les deux pays ».

Samedi 29 juillet.

A Lubero, Bintou Keita loue « le dynamisme, l'esprit d'entreprise et la résilience des femmes ». La cheffe de la Monusco, Mme Bintou Keita, en visite dans la région de Beni au Nord-Kivu s'est rendue à Lubero-centre où elle a eu plusieurs séances de travail. Lors de ses interactions avec les différentes couches sociales de la place, elle a évoqué le plan de transition de la Monusco et la situation sécuritaire. Concernant la situation sécuritaire, les interlocuteurs de Bintou Keita ont fait part de leur inquiétude face au retard constaté dans le démarrage effectif du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRC-S). « Depuis l'annonce du PDDRC-S, nous avons assisté à l'efflorescence de nouveaux groupes armés dans ce territoire. Notre crainte est que si ce programme tarde à se matérialiser ou même échoue, certains miliciens risquent de retourner dans la brousse, et d'autres de s'en prendre aux Fardc et surtout à la population civile ». Abordant le Plan de transition pour un départ graduel et responsable de la Monusco a expliqué que ce départ n'allait pas être automatique « on ne ferme pas une Mission de la taille de la Monusco en un jour, une semaine ou même un mois. Il faut un certain temps pour tout emballer ». Le travail, qui se fait conjointement avec le gouvernement congolais, avance, a-t-elle déclaré, avant d'inviter tous les Congolais à s'approprier ce processus. **Des femmes résilientes.** Un autre temps fort de la journée de la cheffe de la Monusco à Lubero a été sa rencontre avec des associations de femmes. Ces dernières ont reconnu l'impact de la présence de la Monusco dans cette région en proie aux groupes armés. Elles ont ensuite salué l'accompagnement dont elles bénéficient de la Mission des Nations Unies pour leur contribution à la stabilité de la région. Malgré l'insécurité et les violences sexuelles dont elles sont victimes. Autant de motifs de satisfaction pour Bintou Keita qui a profité de cet échange pour « saluer l'héroïsme, le dynamisme, la résilience et la contribution de ces femmes à la lutte contre l'insécurité et pour la paix ». Elle a insisté pour que ces femmes dénoncent toutes formes de violences sexuelles et basées sur le Genre.

Félix Tshisekedi : « Tout a été mis en œuvre pour que cette 9e édition des Jeux de la Francophonie soit un franc succès ». Au Stade des Martyrs où ces mots ont été prononcés, le Chef de l'Etat congolais a rappelé que ces Jeux de la Francophonie sont le symbole fort de l'attachement de la RDC aux valeurs et objectifs de la Francophonie, ainsi que de l'affirmation de son appartenance à la famille francophone. Pour lui, tout a été fait pour que cette édition des Jeux de la Francophonie, offre aux jeunes francophones non seulement l'opportunité de se rencontrer, de se découvrir et de tisser des liens entre eux, mais aussi la possibilité de faire l'apprentissage de la vie en commun dans la diversité culturelle. **Louise Mushikiwabo « souhaite de magnifiques Jeux de la Francophonie à Kinshasa ».** Sur son compte Tweeter ce 29 juillet, la secrétaire générale de l'Organisation de la Francophonie (OIF), veut que ces jeux «puissent incarner l'échange, le partage et la diversité, des valeurs partagées dans tout notre espace francophone ! » Dans ce message à la jeunesse francophone, elle insiste : « Que vous puissiez vous dépasser dans toutes les compétitions et profiter au maximum de cet événement qui vous est pleinement dédié. On est ensemble ! ».

Haut-Katanga : évaluation du projet de construction de la route Kasomeno- Kasenga-Chalwe. Les experts du Gouvernement, de l'Office des routes et de l'Agence congolaise des Grands Travaux ont décidé le 28 juillet, d'évaluer le projet de construction et modernisation de la route Kasomeno-Kasenga-Chalwe, dans le Haut Katanga. Les travaux vont débuter en septembre prochain. Ils seront exécutés par l'Office des routes. Ce

tronçon, va réduire de plus de 200 km le trajet Lubumbashi-Dar-es-Salam par rapport à la traditionnelle sortie de Kasumbalesa.

Beni : la société civile de Ruwenzori dénonce les tracasseries aux barrières érigées par des militaires, sur l'axe Kasindi-Beni. Selon le coordonnateur de la société civile du secteur de Ruwenzori, les militaires déployés dans la région se livrent à cette mauvaise pratique, en faisant payer des taxes illégales aux conducteurs de motos-taxis et de vélos. Un conducteur de moto paie 1000 FC et celui de vélo 500 FC. Il déplore que les pourparlers engagés depuis 3 semaines avec les autorités pour mettre fin à ces tracasseries n'aient produit aucun résultat.

Bukavu : le P-DDRCS alerte sur l'enrôlement des enfants dans les groupes armés. Rex Ntoma, expert en démobilisation, désarmement et réinsertion des enfants à la coordination nationale du P-DDRCS fait observer la recrudescence du phénomène de re-enrôlement des enfants dans les groupes armés. Il lance ce message aux groupes armés : « Le recrutement et l'utilisation des enfants constituent un crime. C'est le moment de relâcher ces enfants, libérer les enfants au sein des groupes armés c'est un préalable, parce que ce crime constitue une violation grave de droits de l'enfant au même titre que les crimes internationaux ».

Kwilu : au moins un million d'enfants visés par la campagne de vaccination contre la poliomyélite. Pour le chef de division provinciale de la santé du Kwilu, cette campagne de vaccination contre la poliomyélite concerne toutes les 24 zones de santé que compte la province du Kwilu. Cette campagne de masse, qui prendra trois jours, se fera de porte à porte. Le gouverneur de province a, pour sa part, invité les parents et gardiens d'enfants à faire vacciner leur progéniture.

Lualaba : 18 morts à la suite d'un accident de circulation sur le tronçon Sandoa-Kolwezi. 44 blessés ont été enregistrés au cours de cet accident. « L'accident s'est produit à minuit. Ce qui fait que les causes peuvent être la fatigue et la somnolence du chauffeur. La panne technique du véhicule n'est pas à exclure ». Le gouvernement provincial a pris certaines mesures à la suite de cet événement malheureux, dont l'interruption du transport des personnes dans des camions, interdiction de circulation des véhicules de longs trajets au-delà de 22h».

Goma : les ressortissants de Walikale échangent sur la résolution pacifique des conflits. Un responsable de l'organisation Save Communities in Conflict explique l'objectif poursuivi par les organisateurs de cette rencontre « les conflits sont normaux. Ils sont naturels. On ne peut pas s'imaginer vivre dans une société sans conflits. Mais il faut voir, si vous avez des conflits, comment vous les gérez, vous les transformez d'une manière positive ? (...) A la fin de cet atelier, les participants seront transformés en partisans de la paix. Les participants seront formés en des acteurs qui accompagnent les membres d'une communauté vers une résolution pacifique de leurs conflits».

Le PAM a besoin de 557 millions USD pour financer la crise alimentaire dans l'Est du pays au second semestre. Il s'agit particulièrement des trois provinces : l'Ituri, le Nord Kivu et le Sud-Kivu. En RDC, 6,7 millions de personnes sont déplacées et 80% d'entre elles connaissent une crise aiguë de la faim et de la malnutrition qui ne cesse de s'aggraver. Selon cette agence onusienne, 3,6 millions de personnes dans l'Est de la RDC ont besoin de l'aide du PAM. Compte tenu des ressources actuelles, le PAM donne la priorité à l'aide en espèces en juillet, août et septembre de cette année. Ainsi, chaque mois, il cible 1,6 million de personnes bénéficiant d'une aide en espèces, précise le communiqué. Si le PAM ne reçoit pas de ressources supplémentaires, il sera contraint de réduire considérablement le nombre de personnes qu'il peut aider à partir d'octobre.

Dimanche 30 juillet.

Le Congo-Brazzaville dément les allégations de déstabilisation de la RDC. Le porte-parole du Gouvernement du Congo-Brazzaville, a ainsi recadré l'opinion qui répand l'idée selon laquelle son pays entretiendrait des relations avec le Rwanda de nature à provoquer une déstabilisation de la RDC. « Nous soutenons la nécessité de trouver toutes les solutions pacifiques à toute sorte de conflits politique, diplomatique, voire violents. Le président Denis Sassou Nguesso est un médiateur né ». Le ministre du Congo Brazzaville de la communication répondait ainsi à une question de la presse kinoise au sortir d'une audience que le Premier ministre Jean Michel Sama Lukonde a accordée à son homologue du Congo Brazzavill, Anatole-Collinet Makoso.

IXes Jeux de la Francophonie : Brazzaville et Dakar félicitent Kinshasa pour la bonne organisation. Les Premiers ministres de ces 2 pays ont estimé qu'à travers ces jeux, la RDC a démontré la capacité des Africains d'organiser de grands événements mondiaux. Pour le chef du gouvernement du Congo-Brazzaville, Anatole-Collinet Makoso, l'organisation des IXes Jeux de la Francophonie est à ses yeux un succès total au vu de

beaucoup d'émotions, d'énergies lors de la cérémonie d'ouverture. Il a dit également avoir échangé avec Sama Lukonde sur les questions environnementales : « Nous avons aussi célébré la convergence des vues entre nos deux chefs d'État. Nos deux pays font face à des grands défis pour le développement du continent, pour l'émergence de nos pays respectifs, pour la satisfaction des besoins vitaux de la population. Nous avons échangé autour sur les défis environnementaux. Nous organisons bientôt le sommet des trois bassins et l'expertise, l'expérience de la RDC sont sollicitées parce que, la RDC c'est l'un des poumons des fameux trois Bassins et plutôt du Bassin du Congo». **Pour le Cardinal Ambongo, les Jeux de la Francophonie sont « un moment de joie immense et de fierté légitime pour tout un peuple ».** « Au-delà de la dimension compétitive de cet événement sportif et culturel qui réunit les nations ayant en commun l'usage de la langue française, je forme le vœu de voir que ces jeux promeuvent chez les jeunes les valeurs morales et humaines comme la fraternité, la solidarité, l'amitié, l'estime de soi et des autres et l'interculturalité », recommande le cardinal archevêque de Kinshasa. Il plaide pour que ces activités se déroulent dans la sérénité et la paix.

Ituri : au moins 80% de l'or produit à Djugu et Mambasa échappe au contrôle de l'Etat. « Au moins 80 ou 90 % de la production de l'or part frauduleusement sans être enregistré au niveau des services des statistiques », a déploré l'expert en question minières dans le projet Madini Kwa maendeleo. Il atteste notamment que l'or de l'Ituri est également la source du financement des groupes armés dans ce coin du pays. Pendant deux jours, les 27 et 28 juillet, des acteurs miniers, des acteurs de la société civile de l'Ituri et les différents notables du territoire de Djugu et Mambasa ont passé au peigne fin la législation minière et son application dans la province de l'Ituri en proie à l'activisme des groupes armés.

Kindu : le quartier Brazza Neema pas encore connecté au réseau de la Regideso. Les femmes de ce coin du pays parcourent des kilomètres pour s'approvisionner en eau potable dans d'autres quartiers de la ville de Kindu. Certains ménages du quartier Brazza Neema recourent à l'eau des puits d'eau pour répondre à leurs besoins notamment la vaisselle, la lessive et le bain corporel. Les habitants de ce quartier déplorent cependant le manque de volonté du gouvernement provincial à résoudre cet épineux problème de l'eau.

Beni : des étudiants sensibilisés sur la prévention de discours haineux pendant la période électorale, par la section des Affaires politiques de la Monusco. « Les élections organisées dans notre pays ont toujours été entachées de conflits, de perturbations de campagne, de messages de haine. C'est ainsi qu'on a sensibilisé les étudiants à ne pas tomber dans ces erreurs du passé ». Le coordonnateur de la représentation des étudiants du Congo (REC), a exhorté ses pairs à la tolérance pendant cette période pré-électorale : « Tous les étudiants doivent être modérés et tolérants. Nous devons savoir que nous sommes des frères et sœurs. La politique ne doit pas nous diviser, parce qu'après la campagne, la vie doit continuer » Ce café politique a réuni une vingtaine d'étudiants de la ville de Beni.

Casimir Ngumbi : « Les tensions politiques et l'insécurité dans certaines parties de la RDC ne favorisent pas d'élections crédibles ». Il a fait savoir que ce processus électoral est émaillé de beaucoup d'éléments ou d'événements. Il a rappelé le fait que les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri sont sous état de siège, sans oublier l'occupation d'une partie du territoire par le M23 sous le couvert du Rwanda. « Ces éléments-là inquiètent. Nous avons estimé que plus cette pesanteur de défis s'exercera sur le fonctionnement du processus électoral, moins le calendrier tel que prévu sera respecté et plus il y aura des problèmes en termes de contestation après les élections» Il redoute que les élections de décembre 2023 ne soient reportées au regard de tous ces événements.

Kongo-Central : le nouveau commissaire provincial de la police s'engage à éradiquer l'insécurité, à Matadi. C'est au cours d'une parade générale, lundi 31 juillet, qu'il communiquera les nouvelles mesures et stratégies susceptibles d'éradiquer, l'insécurité sous toutes ses formes dans le Kongo-Central. D'après le commissaire provincial sortant du Kongo-Central, plusieurs habitants sont victimes de cambriolages à des heures de nuit. A cette situation s'ajoute les attaques contre des véhicules sur la RN1, où des malfrats armés pillent les biens de valeurs des voyageurs et automobilistes.

Bukavu : 900 machines à voter consumées dans l'incendie de l'entrepôt de la Ceni. Au total, 900 machines à voter, des motos, des batteries ainsi que des panneaux solaires ont été consumés, samedi 29 juillet, dans l'incendie d'un entrepôt de la Ceni, à Bukavu. 300 machines à voter ont pu être sauvées. Le gouverneur du Sud-Kivu a annoncé l'ouverture des enquêtes pour établir les responsabilités. Cet incendie s'est produit quelques jours après que le président du Sénat, a doté la ville de Bukavu de 5 camions anti-incendie.

Conflit de limites entre la Lomami et le Lualaba. L'administrateur du territoire de Kapanga aurait délégué des personnes pour gérer les localités de Muana Muzanga, Kombo et Kapaku II, dans le territoire de Luilu (Lomami). Quelques habitants des localités querellées accusent ceux du groupement Chiyang, territoire de Kapanga (Lualaba) de pillage à répétition de leurs produits agricoles ainsi que des incendies de leurs maisons. La

même source précise que ces actes sont suivis de menaces de déguerpissement. Selon des sources concordantes, le dossier relatif à ce conflit foncier se trouve déjà sur la table du vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur.

Une tête d'érosion menace de couper la RN1 à Kenge. Ce ravin se situe sur une montagne et une courbure au sortir du chef-lieu de la province du Kwango. La coupure de cette route va entraîner la suspension du trafic entre les provinces du Kwilu, Kwango et Kinshasa. Des rapports ont été faits pour la réhabilitation de ce tronçon mais jusque-là rien n'est encore fait. Ce ravin s'est fait avec la grande pluie du 2 mai dernier.

Kwilu : au moins 283 déplacés venus de Kwamouth sont sans assistance à Kikwit. Ils ont fui l'insécurité créée par la milice Mobondo, Parmi ces déplacés, on compte 60 femmes, 40 hommes et 183 enfants dont plusieurs sont non accompagnés. Ces déplacés vivent dans des familles d'accueil à Kikwit depuis septembre 2022. « Depuis qu'ils sont ici à Kikwit, ils n'ont jamais été assistés. Ils vivent difficilement, là où ils sont hébergés, ils mangent difficilement, ils dorment difficilement ». A la suite de ces mauvaises conditions de vie, 10 enfants sont déjà décédés, renseigne le bureau des Affaires sociales de Kikwit.

Lundi 31 juillet.

Kinshasa accueille ce lundi le Forum économique pour une croissance partagée entre la RDC et l'Angola. « Ces assises de deux jours permettront aux participants de débattre sur les opportunités de construire un partenariat stratégique mutuellement bénéfique entre ces deux pays frères, simultanément avec une exposition des produits et services fabriqués localement, de part et d'autre ». Cette rencontre réunira les décideurs et opérateurs économiques de ces deux Etats pour des réflexions et analyses sur le potentiel de chacune d'eux. Les opportunités d'affaires, les investissements croisés entre la RDC et l'Angola, les synergies et complémentarités entre les deux économies, les infrastructures transfrontalières et le développement du secteur économique seront également abordés au cours de ce forum. Ces échanges se déroulent sous le thème: « Partenariat économique pour une croissance partagée ». **Sama Lukonde plaide pour le rapprochement RDC-Angola pour déclencher l'intégration économique de l'Afrique centrale.** Le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde a estimé que le rapprochement RDC-Angola, deux géants au cœur de l'Afrique, pourrait constituer le point de départ de l'intégration économique de toute l'Afrique centrale, maillon essentiel pour la création d'une grande zone de libre-échange en Afrique subsaharienne. « Nos deux pays possèdent des ressources naturelles abondantes, notamment des minéraux, tels que le diamant, le cuivre, le pétrole, de la faune et de la flore riche en biodiversité, des terres arables et des ressources halieutiques qui constituent une base économique solide pour un développement durable. J'estime que ce forum va renforcer les liens commerciaux et économiques entre nos deux pays en encourageant mutuellement le partenariat et les investissements ». Le ministre de l'Economie nationale, Vital Kamerhe, a rappelé la volonté du gouvernement de la RDC de participer, de manière efficiente, à la renaissance africaine : « Ce Forum porte en lui-même l'ambition de poser le socle de l'intégration régionale. La RDC et l'Angola, pays voisins, pays frères unis par une même histoire et les mêmes traditions, se doivent de se retrouver, dépouillés de toutes les distances que les tragédies ont installées depuis longtemps. Nous sommes nourris par la même source des valeurs africaines et nous avons le devoir de retrouver le chemin que nos ancêtres avaient jadis tracé ». Le ministre angolais de l'Economie et de la Planification a fait remarquer que « ce forum est bénéfique, non seulement pour les deux pays frères et amis, mais aussi pour toute l'Afrique. L'Angola en tant que pays frontalier à la RDC doit profiter du vaste marché qu'offre la densité de la population congolaise en saisissant les opportunités d'investissement notamment dans le domaine de l'énergie, de l'agriculture, de pêche, de la santé, de produits pharmaceutiques ». Trois sessions vont marquer ce Forum : Coopération économique entre la RDC et l'Angola, les Opportunités d'affaires et investissements » et la Circulation des biens et des personnes, et sécurité aux frontières communes.

Kinshasa : plus de 100 jeunes catholiques sensibilisés sur la santé mentale. C'était au cours d'une animation pédagogique organisée en marge de la journée mondiale de la population, célébrée le 11 juillet de chaque année. Le coordonnateur de Le Réseau des ONG d'action en santé mentale (ROASAM) a indiqué qu'il faut identifier les déterminants de santé mentale pour faire face au problème de santé. Cette rencontre a été placée sous le thème : « La santé mentale et les jeunes ».

IXes Jeux de la Francophonie : des visiteurs apprécient les œuvres d'arts plastiques en confection au Musée national, situé dans l'enceinte de l'Académie de beaux-arts, à Kinshasa. De nombreux artistes mettent la dernière touche sur les œuvres qu'ils doivent présenter en compétition. A l'Académie de beaux-arts, les artistes travaillent dans une grande salle. L'artiste sculpteur nigérien, Hamidou Tchiombiano Adamu dit apprécier l'aspect humain de ces IXes jeux : « Ces Jeux permettent de se faire des amis et permet aussi de rencontrer beaucoup de gens qui viennent d'autres pays et d'autres cultures. Cette diversité culturelle, est un défi et nous ouvre à la fraternité ».

Nord-Kivu : l'accès à l'aide humanitaire limité dans les sites des déplacés autour de Goma (société civile).

Le président de la société civile de Kisigari, territoire de Rutshuru a indiqué que de nombreux déplacés n'accèdent pas facilement à la nourriture et autre assistance qu'apportent les ONG dans les sites de Bulengo, Lushagala, Kanyaruchinya, Eloime, Munigi et Rusayo. Il regrette que certaines ONG pensent que donner à quelqu'un une assistance est une faveur, alors que c'est un droit pour un déplacé en état de souffrance. Pendant ce temps, la situation n'est toujours pas rassurante dans plusieurs zones des territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo à cause des combats entre miliciens locaux et rebelles du M23.

Ituri : plus de 7 850 déplacés du site de Lala vivent difficilement, un mois après l'attaque de la milice Codeco.

Le site de déplacés de Lala compte 1 840 petites maisons, construites en terre, couvertes des pailles et disposées de façon désordonnée. De nombreux déplacés passent la nuit à la belle étoile, d'autres dans des familles d'accueil qui, elles aussi, n'ont pas de moyens de subsistance. Certains dont des proches ont été enterrés dans une fosse commune à l'entrée du site ont perdu le courage d'y rester. Le président du site de Lala déclare que la vie devient très difficile : pas de nourriture, ni de soins médicaux. Les installations hygiéniques ne sont pas confortables, et de nombreux parents s'interrogent sur l'avenir de leurs enfants. Le 12 juin dernier, le site des déplacés de Lala avaient été attaqué par des miliciens de la Codeco. Quarante-six personnes avaient été tuées à cette occasion.

Walikale : les notables d'Ikobo, Kisimba et Lusala appellent à la suspension de la perception d'impôts.

Reconnaissant le caractère obligatoire des taxes, John Muhindo estime que ce n'est pas le moment opportun pour demander des taxes et d'impôts à ces populations : « C'est une population vulnérable et ces petits commerçants viennent avec des sacs de sel sur leurs têtes. C'est-à-dire ils nécessitent un secours et non une taxation qui va au-delà de leur force ». Plusieurs villages de ces groupements sont encore vidés de leurs populations à la suite de différentes guerres ayant menacé cette zone opposant des groupes armés locaux et étrangers.

Mbuji-Mayi : interdiction d'accès au cabinet du gouverneur Kabeya.

La porte d'entrée principale est bloquée. La sécurité au niveau de la barrière est renforcée par les éléments de la Police nationale congolaise (PNC). Les proches de gouverneurs indiquent que l'ordre serait venu du vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur. L'assemblée provinciale a mis en accusation le gouverneur de province pour outrage à la première institution provinciale et détournement des deniers publics. La loi organique No 13/010 du 19 février 2013, relative à la procédure devant la Cour de cassation, stipule : « Tout membre du gouvernement mis en accusation présente sa démission dans les vingt-quatre (24) heures. Passé ce délai, il est réputé démissionnaire ». Pour ce cas précis, le gouverneur Kabeya ne s'est pas conformé à cette disposition depuis sa mise en accusation.

Delly Sesanga déplore les attaques contre son cortège à Kananga.

Député national et candidat déclaré à la présidentielle de décembre prochain, il a accusé les partisans du pouvoir en place d'avoir fomenté ces incidents. Son cortège a été victime de jet de projectiles lors de son parcours de l'aéroport jusqu'au centre-ville de Kananga. Touché à la tête par un projectile, il indique que cela n'arrêtera jamais son combat pour la refondation de l'Etat.

Beni : d'intenses combats opposent les forces conjointes Fardc-UPDF aux ADF à Kalyanzuki,

un village de la vallée de Mwalika, territoire de Beni. Le bilan de ces affrontements n'est pas encore disponible, selon l'armée. Ces combats interviennent après l'annonce, le 30 juillet, de la neutralisation dans la zone de deux chefs rebelles des ADF. Ces deux chefs rebelles ont été tués près de la rivière Talia au cours d'une patrouille mixte.

L'incendie de l'entrepôt de Bukavu ne va pas perturber la suite du calendrier électoral (CENI).

La Commission électorale nationale a précisé que ce feu, ayant consumé 936 machines à voter et d'autres équipements, n'est pas de nature à retarder l'ouverture des bureaux de réception et de traitement des candidatures (BRTC) pour les élections des députés provinciaux et conseillers communaux. Cette opération doit en principe commencer le 3 août prochain dans l'ensemble du pays. La Ceni a toutefois invité les autorités compétentes à diligenter des enquêtes pour déterminer les causes réelles de cet incendie, afin d'établir les responsabilités.

Djugu : plus de 1 500 enfants des déplacés du site de Lala n'ont pas fini l'année scolaire 2022-2023.

La société civile locales attribue cette situation à l'attaque par la milice Codeco du site le 12 juin dernier : certains enfants ont été tués, d'autres ayant fui ont perdu leurs fournitures scolaires, précisent les mêmes sources. D'autres encore ont abandonné les études pour s'adonner aux activités champêtres en vue de soutenir leurs parents. Le président du site des déplacés de Lala demande au gouvernement provincial de l'Ituri ainsi qu'aux humanitaires d'intervenir pour aider leurs enfants à regagner le chemin de l'école à la prochaine rentrée scolaire.

Mambasa : 589 ménages des déplacés de Byakato ont regagné leurs milieux d'origine. Cela après avoir fui, depuis plus d'une année, l'activisme des rebelles ADF vers le site de Kamuchanga, dans la commune rurale de Mangina, territoire de Beni (Nord-Kivu). Selon le responsable de ce site, seuls 61 familles sont encore hébergées dans ce site et il appelle à une assistance en faveur de ces déplacés.

Les avocats du chauffeur et du garde du corps de Chérubin Okende dénoncent la violation des droits de la défense. Ils affirment n'avoir toujours pas accès à leurs clients jusqu'à ce jour. « Nous dénonçons la violation flagrante des droits de la défense. Nous ne sommes toujours pas en contact avec nos clients. Personne ne peut violer ce droit qui est garanti par notre constitution. La personne arrêtée doit être assistée. Ça nous inquiète. On ne sait pas si nos clients sont en bonne santé, s'ils sont bien nourris ou logés. On s'interroge sur la crédibilité des PV d'audition », Par ailleurs, la famille et les avocats du député national Chérubin Okende ont été invités à une séance de travail ce lundi 31 juillet avec le procureur sur leurs préalables en vue de procéder à l'autopsie.

